



Investir dans les populations rurales

République Gabonaise

Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR)

Rapport de Supervision

8 au 20 mars 2017

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 8 au 20 mars 2017

Date du document: 27/03/2017

No. du Projet: 1313

No. du rapport: 4420-GA

Langue : Français

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département de Gestion des Programmes

Table des matières

Sigles et acronymes	iii
A. Introduction	1
B. Evaluation d'ensemble de l'exécution du PDAR en 2016	1
C. Revue de l'exécution du PDAR : produits et réalisations	3
D. Performance de la mise en œuvre du projet	8
E. Gestion fiduciaire	9
F. Durabilité	12
G. Orientations pour l'achèvement	13
H. Conclusion	13

Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du PDAR et notes attribuées	14
Appendice 2:	Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	17
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	21
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA 2016 (y compris indicateurs SYGRI)	31
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par source de financement et par composante, et décaissements par catégorie	35
Appendice 6:	PDAR/Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	40
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	43

Sigles et acronymes

CNPS	Comité National de Pilotage et de Suivi
DNP	Direction Nationale des Projets FIDA
DTS	Droits de Tirage Spéciaux.
DRF	Demande de Renouvellement de Fonds
DPD	Demande de Paiement Direct
ECD	Etat Certifié des Dépenses
FAO	« Food and Agricultural Organisation » Fonds des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FIDA	Fonds International de Développement Agricole.
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
ha	Hectare
MAEPG	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage chargé de la mise en Œuvre du Programme GRAINE
MP	Microprojet
OP	Organisation/Groupement de Producteurs
PDAR	Projet de Développement Agricole et Rural
PIF	Plant Issu de Fragments végétaux
PTBA	Programme de Travail et Budget Annuel
RAF	Responsable administratif et Financier
RSE	Responsable de Suivi-Evaluation
RMP	Revue à mi-parcours
SAF	Service administratif et Financier
SRC	Superviseur de la Composante Renforcement des Capacités des Acteurs
SSE	Système de Suivi-Evaluation
TAC	Technicien d'Appui-Conseil
USD	Dollar des Etats-Unis

A. Introduction¹

1. La République Gabonaise et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) ont signé le 26 octobre 2007, un Accord de Prêt et de Don respectivement de 3 800 000 DTS (USD 5.726 millions) et 190 000 DTS (USD 274 000), pour la mise en œuvre du PDAR dans la Province du Woleu-Ntem, sur une durée de 6 ans. En décembre 2013, le Conseil d'Administration du FIDA a approuvé un financement additionnel de USD 5.4 millions pour la mise en place d'infrastructures de commercialisation. A la faveur de ce financement additionnel, la période d'exécution du PDAR a été prorogée de 3 ans. Suite à une requête spéciale du Gouvernement, le FIDA a approuvé en mars 2017, une nouvelle prorogation de six mois pour le financement additionnel. La date d'achèvement du prêt et du don initiaux est le 31 mars 2017 et leur clôture le 30 septembre 2017. L'achèvement du financement additionnel est prévu le 30 septembre 2017 et sa clôture le 31 mars 2018.

2. Le projet a pour but de réduire la pauvreté en milieu rural par la diversification et l'augmentation des revenus des populations et l'amélioration de leurs conditions de vie. Pour ce faire, les objectifs spécifiques du projet sont : i) développer les filières porteuses prioritaires au bénéfice des groupes cibles; ii) renforcer les capacités des acteurs des filières prioritaires et de leurs organisations; et iii) renforcer les capacités institutionnelles en matière de services d'appui au monde rural.

3. La présente mission de supervision qui s'est déroulée du 8 au 20 mars 2017 a eu pour objectif global de passer en revue le niveau d'exécution technique et financière du PDAR ; proposer des mesures correctives et appuyer l'équipe pour l'achèvement du projet. De manière spécifique, la mission a : (i) examiné le niveau de mise en œuvre des activités ; (ii) évalué le niveau de mise en œuvre des recommandations de la mission de supervision de juillet 2016 ; (iii) apprécié la qualité de la gestion administrative, financière et comptable et de la passation des marchés; (iv) examiné l'opérationnalité du système de suivi et évaluation; (v) apprécié la performance de l'équipe du projet ; (vi) fait des recommandations au projet sur les activités résiduelles en prenant en compte celles à mettre en œuvre dans le cadre de l'achèvement et de la clôture des financements projet.

4. La mission a exploité les documents disponibles et s'est entretenue avec des cadres et personnels d'appui de l'Unité de Gestion du Projet. Des visites de terrain ont permis d'échanger avec les bénéficiaires et les Techniciens d'Appui Conseil (TAC). Les principaux constats et recommandations de la mission ont été présentés le 14 mars 2017 au siège du PDAR à Oyem, à l'équipe du projet et aux responsables du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage, Chargé de la Mise en Œuvre du Programme GRAINE (MAEPG) pour le Woleu-Ntem.

5. La réunion officielle de restitution des résultats de la mission s'est tenue le lundi 20 mars 2017. La mission remercie les Autorités Gabonaises et l'équipe du PDAR pour la facilitation des travaux ainsi que les TAC et bénéficiaires pour leur accueil, leur disponibilité et leur bonne collaboration.

B. Evaluation d'ensemble de l'exécution du PDAR en 2016

6. Les taux globaux d'exécution physique et financière du PTBA 2016 du PDAR sont respectivement de 57% et 30%. Le tableau 1 présente ces taux par composante.

¹ La mission était conduite par M. Bernard Mwinyel Hien, Représentant FIDA/Chargé de Portefeuille, Chef de Mission et comprenait : M. Joseph Rostand Olinga Biwole, Chargé de Programme Pays FIDA ; M. Mahamadou Barry, Chargé de Gestion Financière FIDA ; M. Benelesse Meleng, Expert en Développement Rural ; M. Gustave Ouattara, Spécialiste en Renforcement des Capacités Organisationnelles et de Gestion. La partie Gabonaise était représentée par M. Bernard Boutsika Ngavet, Conseiller du Premier Ministre/Chef de Département Agriculture, Elevage et Programme GRAINE ; Mme Rachelle Moussavou Ewomba-Jocktane, Directeur National des Projets (DNP) FIDA/Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage, Chargé de la Mise en Œuvre du Programme GRAINE (MAEPG) ; M. Mombo Mombo Aymar, Chargé d'Etudes à la DNP FIDA/MAEPG ; M. Mouanga Euloge, Chargé d'Etudes, Direction Générale de la Dette/Ministère de l'Economie, de la Prospective et de la Programmation du Développement Durable ; M. Louis Clotaire Ngonnga Pambou, Chef de Province Agricole du Woleu-Ntem/MAEPG ; M. Jean Médard Ngamba, Inspecteur Provincial des Pêches du Woleu-Ntem. Des membres de l'UGP et des TAC ont participé aux réunions et aux visites de terrain.

Tableau 1: Taux d'exécution physique et financière 2016 par composante

Composantes	Sous composantes	Exécution physique %	Exécution financière %
A. Promotion des filières agricoles	A.1 Appui à la production des filières	46	24
	A.2 Microprojets filières		
	A.3 Commercialisation et compétitivité des filières		
B. Renforcement des capacités des acteurs	B.1 Renforcement des capacités des ruraux et de leurs groupements	46	31
	B.2 Renforcement des capacités institutionnelles		
C. Coordination et Suivi-évaluation	C.1 Unité de Gestion du Projet	78	71
	C.2 Appui technique		
Ensemble du projet		57	30

7. Le PDAR a conforté en 2016 sa position de promoteur du développement rural dans la Province du Woleu Ntem malgré une conjoncture économique nationale difficile marquée par la baisse du cours des produits pétroliers qui a affecté la capacité du Gouvernement à honorer ses engagements. Les paysans semenciers du projet ont livré 33 582 plants de bananiers et 751 500 boutures de manioc. Le financement au titre de l'exercice 2016 de 180 microprojets des groupements a donné lieu à l'emblavement de 118 ha de banane et 188 ha de manioc. La réhabilitation de 106 km de pistes au titre des fonds additionnels est en cours tandis que la construction de 3 centres d'affaires et 9 centres de groupage est au stade évaluation des offres. Le renforcement des capacités techniques et organisationnelles des OP s'est poursuivi à travers la structuration et formalisation de 56 OP, l'organisation de voyages d'échanges, la mise en place de 12 comités locaux de gestion des pistes, la formation de 108 représentants d'OP en développement organisationnel, 31 en planification et gestion financière et 25 en approche filière.

8. Le deuxième semestre 2016 a été particulièrement marqué par un ralentissement considérable d'activités du fait de la conjugaison de facteurs contextuels affectant le PDAR. Il convient de mentionner entre autres les difficultés de mobilisation des fonds de contrepartie, la suspension du Pays par le FIDA, les tensions de trésorerie ayant entraîné l'annulation de la deuxième campagne des microprojets, les appels d'offres infructueux pour la construction des centres d'affaires et des centres de groupage, ainsi que l'arrêt des travaux de réhabilitation/ouverture des pistes.

9. Il en résulte que les taux d'exécution n'ont pas sensiblement évolué par rapport au premier semestre 2016..

10. En matière de diffusion du matériel végétal, malgré des témoignages concordants, le projet ne dispose pas de données factuelles sur les livraisons effectuées par les paysans semenciers auprès des producteurs au titre de la deuxième campagne 2016. Les activités de transformation du manioc se sont poursuivies et les producteurs ont valorisé leurs initiatives de recherche de débouchés. Cependant, les données quantitatives sur les retombées économiques restent non disponibles même si les changements induits sont visibles au niveau des organisations paysannes appuyées.

11. Sur le plan fiduciaire, l'évaluation de la gestion financière du PDAR a relevé un profil de risque moyen. Le processus de révision et de validation du manuel de procédures engagé depuis 2015 n'a pas abouti. En effet, des perturbations politiques et financières (non-paiement des arriérés qui ont entraîné la suspension du portefeuille) n'ont pas permis au projet de conclure l'exercice. La validation de la révision du manuel demeurent opportunes afin d'établir des bases solides pour un éventuel nouveau projet. Les tensions de trésorerie ont été récursives du fait des facteurs susmentionnés.

12. Pour ce qui est de l'exécution financière d'ensemble, au 28 février 2017, le PDAR a mobilisé 73% de l'ensemble des ressources du projet dont 93,41% du Prêt FIDA ; 119,44% du Don FIDA ; 32% des fonds additionnels ; 77,59% des fonds de contrepartie et 384,97% des contributions des bénéficiaires. Le cumul des réalisations financières du PDAR est évalué à FCFA 5,899 milliards 28 février 2017, soit un taux global d'exécution financière de 73% par rapport à l'allocation initiale (Fonds additionnel compris) de FCFA 8,075 milliards.

13. Le prêt principal et le don s'achèveront tel que prévu le 31 mars 2017. Suite à l'extension de six (06) mois de la date d'achèvement et de clôture du prêt supplémentaire, des dispositions diligentes et

rigoureuses devront être prises pour le parachèvement de la réhabilitation des pistes, la construction et l'équipement des centres de groupage et centres d'affaires. Aussi, conformément à l'Accord de Financement, le Gouvernement devra prendre les dispositions pour la préparation du rapport d'achèvement du PDAR, l'organisation de l'atelier d'achèvement, et la transmission du rapport au FIDA.

C. Revue de l'exécution du PDAR : produits et réalisations

14. L'exécution du PDAR se décline en 3 composantes: (1) promotion des filières agricoles ayant un grand potentiel de marché; (2) renforcement des capacités des différents acteurs; et (3) coordination, suivi et évaluation du projet.

Composante A : Promotion des filières ayant un grand potentiel de marché

15. Les réalisations techniques ciblées dans le cadre du PTBA 2016 étaient: (1) poursuivre le partenariat avec l'IITA ; (3) former le personnel d'encadrement du projet et les producteurs sur les techniques de transformation de manioc en gari, fufou et amidon ; (4) réaliser une superficie globale de 185 ha répartis en 160 ha de manioc et 25 ha de banane ; (5) construire 3 centres d'affaires et 9 centres de groupage et (6) réaliser les travaux d'aménagement et de réhabilitation de plus de 106,5 km de pistes rurales.

16. La mission note que le taux de réalisation physique (47%) des activités de cette composante soit 41,67% pour la sous composante A1, programmes régionaux d'appui à la production des filières, 78,07% pour la sous composante A2 appui aux groupements de producteurs (microprojets filières), et 21,19% pour la sous composante A3 appui à la commercialisation et à la compétitivité des filières.

Sous composante A1 : Programmes régionaux d'appui à la production des filières

17. Les activités de cette sous composante portaient sur : i) l'exécution du partenariat avec l'IITA et (ii) la promotion de la transformation du manioc.

18. Partenariat avec l'IITA : à la suite de la précédente supervision de juillet 2016, les activités résiduelles du PTBA 2016 concernaient l'élaboration et la distribution de fiches techniques/guides pratiques sur la filière manioc ainsi que l'organisation d'un atelier de partage des résultats. La mission note que ces activités n'ont pas été réalisées. L'UGP a indiqué avoir saisi l'IITA, pour proposer de nouvelles modalités de paiement du fait des tensions de trésorerie qu'elle a connues mais l'IITA n'a pas donné suite à ladite requête. *La mission recommande à l'UGP de saisir l'IITA en vue d'une clôture amiable de la convention de partenariat.*

19. Transformation du manioc : La supervision de juin 2016 avait noté la formation du personnel d'encadrement du projet et des producteurs sur les techniques de transformation de manioc en gari, fufou et amidon réalisée en décembre 2015 ainsi que des initiatives d'achats d'outils de transformation par des groupements. La descente sur le terrain a permis d'effectuer le suivi de l'utilisation des deux petites unités pilotes de transformation de manioc implantées par le PDAR à Melo et à Abam-andock. Un représentant du groupement bénéficiaire de Melo a exprimé sa satisfaction par rapport aux performances de l'équipement (150 Kg de racines traitées par heure).

20. Toutefois, selon lui, la plus-value de la transformation effectuée n'est pas encore perceptible, le prix payé pour du manioc roui étant bas. La mission note que la dynamique organisationnelle visée en vue de la gestion et l'utilisation collectives de l'unité reste faible : outre le Président du Groupement, 02 productrices en font usage. D'autres productrices rencontrées ont déclaré que la distance (20 Km) qui les sépare de ladite unité les contraint de continuer à transformer manuellement leur manioc.

21. La mission a noté que la recommandation de réaffecter l'unité implantée à Abam-andock à un autre groupement plus dynamique n'a pas été suivie. La mission réitère que le choix du lieu d'implantation d'une infrastructure doit être participatif et les modalités de gestion fixées par avance.

22. Résumé des réalisations depuis le démarrage du PDAR. le Projet a développé une stratégie de production de matériel végétal de qualité. Ainsi :

- *Filière banane* : le PDAR a appuyé 40 paysans semenciers (37 hommes et 03 femmes), répartis dans sa zone d'intervention, dans la mise en place de 71 germoirs de multiplication

rapide du bananier par la technique des plants issus des fragments (PIF). A date, plus de 60.397 rejets et 264.000 vivo plants ont été diffusés.

- *Filière manioc* : le PDAR a mis en place de 64,45 ha sur 33 prévus (soit 192,12%) de variétés améliorées (8034 du PNDRT, 92/0326 et 96/0023 de l'IITA) au profit de 48 paysans semenciers (31 hommes et 17 femmes). Le Projet a également appuyé des essais en milieu paysan avec l'IITA qui ont abouti à la sélection et la vulgarisation de trois (3) variétés locales tolérantes à la mosaïque : « *Nsour Mbong* appelé également *Mambikini*, *Attend demain* et *Mbong Bone Be Gnung* ». Plus de 10 millions de boutures (dont 6 295 300 aux bénéficiaires des microprojets sur 5 280 000 prévues, soit 119%) ont été diffusées.

23. La mission note avec satisfaction la conservation du germoplasme par 25 paysans semenciers (12 en banane et 13 en manioc) qui continuent à assurer l'approvisionnement des producteurs en matériel végétal de qualité. Cet embryon de réseau de paysans semenciers reste fragile et l'utilisation du matériel végétal non maîtrisé reste répandue. *La mission recommande à la Direction Régionale en charge de l'agriculture de veiller à la conservation et à la protection de ce germoplasme.*

Sous composante A2 : Appui au groupement des producteurs (microprojets des filières).

24. La mission a noté que le Projet n'a pas pu réaliser des activités au cours de seconde campagne 2016. Les réalisations du PTBA 2016 restent donc :

- 42 microprojets sur une superficie de 75 ha de manioc sur les 160 ha prévus (soit 46,97%)
- 14 microprojets sur une superficie de 21 ha de banane sur les 25 prévus (83,92%).

25. Résumé des réalisations depuis le démarrage du PDAR. La conception du PDAR avait prévu la mise en place, au profit de 240 groupements de producteurs, de 288 microprojets soit 103 de manioc, 86 de banane et 99 d'arachide. En prenant en compte la moyenne de 07 Ha par microprojet à la conception, les projections étaient de 2016 ha.

- Le Projet a réalisé 793 microprojets au profit de 573 groupements sur 1629,44 ha (259 microprojets pour 784,38 ha de manioc ; 487 microprojets pour 806,06 ha de banane et 47 microprojets pour 39 ha d'arachides), soit un taux global de réalisation de 80,85% sur le plan global des superficies cultivées.
- La taille moyenne des microprojets est de l'ordre de 3 ha pour le manioc ; 1,6 ha pour la banane et 0,83 ha pour l'arachide.

Les détails sur ces réalisations sont présentés dans les figures 1 et 2 ci-dessous.

Figure 1 : Distribution des réalisations en manioc par année

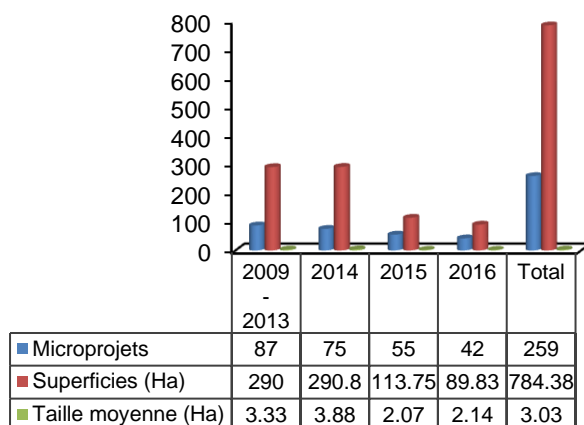
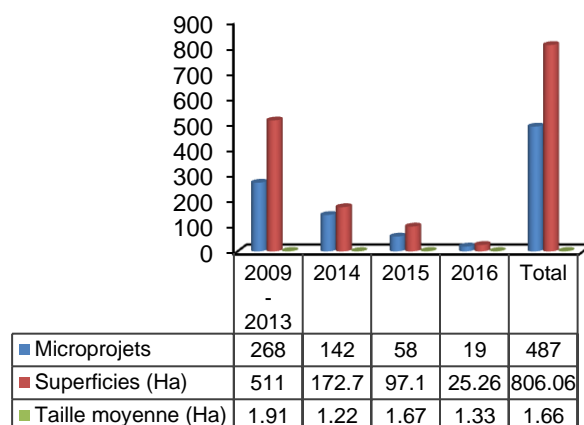


Figure 2 : Distribution des réalisations en banane par année



Sous composante A3 : Appui à la commercialisation et à la compétitivité des filières-cibles

26. Le PTBA 2016 prévoyait : (1) la réalisation des travaux de réhabilitation de 86,10 km de pistes rurales par l'élimination des points critiques et l'ouverture de 20 km de pistes d'accès aux exploitations agricoles ; et (2) des travaux de construction de trois (03) centres d'affaires dans les villages Melo'o, Bolossoville et Mbomo ainsi que de neuf (09) centres de groupage dans les villages Ebomane, Akok, Obileville, Tchimizock, Bibasse, Bissock Centre, AssockBegue, Sam et Medouneu.

27. A ces prévisions devaient s'ajouter des actions visant à résoudre certains problèmes liés à la commercialisation (absence de plan de commercialisation, conclusion de contrats verbaux sans aucune garantie, etc.) au profit des producteurs dont la production devait arriver à maturité dans un délai court. La mission a noté que les producteurs concernés ont été recensés et *recommande au projet de mieux valoriser les informations disponibles sur les débouchés dans une approche d'accompagnement des coopératives/groupements aux fonctions de commercialisation.*

28. Les travaux de réhabilitation/ouverture des pistes rurales et dessertes agricoles sont en cours de réalisation par les entreprises SOMISEP (lots 1 et 3) et SATE (lot 2). La mission a noté le niveau d'avancement de l'exécution physique des travaux estimé globalement à 42,30%. Les détails de réalisation sont présentés dans le tableau 2.

Tableau 2: Détails d'exécution physique des travaux de réhabilitation/ouverture des pistes.

Lots	Entreprises	Dates Ordres de Service	Durée (jours)	Fin délai initial	Dépassement délai (jours) au 15/2/2017	Délai suppl. accordé PDAR pour réception le 15/3/2017 (jours)	Taux exécution 15/3/2017	Dépassement au 18/3/17 en rapport avec contrat initial (jours)
1	SOMISEP	28/6/2016	180	24/12/2016	53	81	47,75%	84
2	SATE	28/6/2016	142	16/11/2016	91	119	66,72%	122
3	SOMISEP	28/6/2016	201	24/01/2017	32	60	17,32%	63

29. Tenant compte des capacités de mobilisation des entreprises et des délais prescrits, la mission relève que les taux d'exécution et dépassements de délais sont préoccupants. Les avenants accordés aux entreprises prévoient la réception provisoire des pistes le 15 mars 2017.

30. *La mission recommande à l'UGP : (i) d'adresser des lettres de mise en demeure à SOMISEP et SATE en leur rappelant les termes du contrat et en y adjoignant le diagramme sur l'avancement des travaux et (ii) d'accentuer le suivi et le contrôle des travaux sur le terrain.*

31. Pour ce qui est de la construction des centres d'affaires et des centres de groupage, l'ouverture des offres du troisième processus de passation de marché est prévue le 17 mars 2017. *La mission recommande à l'UGP et à la partie gouvernementale de prendre toutes les mesures pour assurer la construction et l'équipement effectifs de ces centres d'affaires et des centres de groupage.*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Clôturer à l'amiable la Convention avec l'IITA	DP	Immédiat
veiller à la conservation et à la protection du germoplasme pour la production de semences améliorées de manioc et banane.	DP + MAEPG	Immédiat
mieux valoriser les informations disponibles sur les débouchés en faveur des coopératives/groupements	SRCA	Immédiat
Adresser des lettres de mise en demeure à SOMISEP et SATE	DP	Immédiat
Accentuer le suivi et le contrôle des travaux	SIR	Immédiat
Prendre toutes les mesures pour assurer la construction et l'équipement effectifs de ces centres d'affaires et des centres de groupage	DP + MAEPG	Immédiat

Composante B : Renforcement des capacités des différents acteurs

32. Les objectifs du PTBA 2016 visaient à: i) intensifier l'information, la sensibilisation et la structuration des organisations paysannes, communautés villageoises et parties prenantes sur les activités du projet incluant les infrastructures communautaires ; ii) former et renforcer les capacités opérationnelles des comités locaux de gestion des pistes et des centres de groupage en entretien et en maintenance ; iii) renforcer les capacités des acteurs (coopératives, comités de gestion des pistes et centres de groupages, TAC, Superviseurs, personnel du Ministère de l'Agriculture) par des formations, visites/voyage d'échanges.

33. La mission a noté le taux d'exécution physique (46%) du PTBA 2016 pour cette composante au qui se décline par sous-composante en 54,78% pour la sous composante B1, renforcement des capacités des ruraux et de leurs groupements et 37,79% pour la sous composante B2 renforcement des capacités institutionnelles.

Sous Composante B1 : Renforcement des capacités des ruraux et de leurs groupements

34. **Information et sensibilisation des producteurs** : la mission a noté que le projet a poursuivi des actions d'information/sensibilisation des producteurs à la faveur de partenariats avec 3 radios privées : Radio 9 ; Radio Maria et Radio Nord Sud. Les informations diffusées portent sur la présentation générale du PDAR, les itinéraires techniques de production, la gestion durable des infrastructures communautaires ainsi que la gestion administrative financière et comptable des coopératives. La mission a noté la publication en décembre 2016 d'un numéro du bulletin d'information PDAR Infos ainsi que la parution en février 2017 de la «Lettre agricole du Gabon», publiée par le MAEPG et comportant des articles sur les activités du PDAR.

35. **Structuration** : le PDAR dispose d'une stratégie de gestion communautaire des infrastructures. Son élaboration a été suivie de réunions (54) de sensibilisation et d'information ayant abouti à la mise en place de 12 comités locaux de gestion des pistes. Le démarrage des travaux a facilité la fonctionnalité de ces comités locaux de gestion des pistes. Cependant la mission a noté leur faible connaissance des cahiers de charges des entreprises. Afin de permettre une implication plus efficace des comités de piste dans le suivi des travaux et ultérieurement dans les entretiens des pistes, *la mission recommande (i) l'élaboration par les spécialistes et contrôleurs des infrastructures, en concertation avec la composante renforcement des capacités, d'une fiche d'information élémentaires au profit des comités des pistes et (ii) la confection des fiches didactiques afin de former les membres de ces comités à l'entretien des pistes.*

36. La mission a noté des contributions des bénéficiaires à la réalisation des infrastructures notamment des pistes en cours de réhabilitation. Il est recommandé de mettre en place un dispositif de communication permanente entre l'UGP et les structures locales de gestion et suivi des travaux.

37. Les comités de gestion des centres de groupage et d'affaires ne sont pas encore fonctionnels. Leur mise en place est retardée du fait qu'elle doit se faire concomitamment avec le démarrage des travaux de construction desdites infrastructures.

38. L'appui à la structuration des Organisations Paysannes s'est poursuivi et la mission a noté que huit (08) autres OP ont été formalisées depuis la dernière supervision. Cette réalisation porte à 56 le nombre d'OP formalisées avec l'appui du PDAR dont une Union de coopérative fonctionnelle. Le processus d'organisation est achevé pour une autre Union qui reste en attente d'acte administratif d'agrément. Les coopératives de façon générale ne sont pas encore suffisamment fonctionnelles bien que les fonctions techniques soient mieux maîtrisées. Leur mise en place est cependant une avancée dans le contexte rural gabonais qui a une faible tradition de culture associative. L'appui conseil du PDAR à ces organisations naissantes se doit d'être maintenu en matière de gestion coopérative et des opérations de commercialisation, ce qui leur permettra de rendre effectivement des services leurs membres.

39. Suivant la recommandation de la supervision de Juillet 2016 qui préconisait la mise en place de 10 unions de coopératives dont le fonctionnement allait couvrir les 9 centres de groupage et 3 centres d'affaires, la mission note que les appuis du PDAR ont favorisé la création de 2 Unions et que le projet s'investi dans la mise en place des 8 autres Unions.

40. **Formations des producteurs :** le PDAR a réalisé des sessions de formation au profit des paysans relais et des coopératives. Les réalisations se résument ainsi qu'il suit :

- 130 paysans relais dont 77 femmes sur une cible de 480 initialement ont bénéficié d'une formation en développement organisationnel ;
- 52 paysans relais (18 femmes) des coopératives sur 480 ont bénéficié d'une formation en approche filière et gestion des microprojets;
- 244 membres des comités de gestion coopérative dont 144 femmes, 100 hommes ; effectifs incluant 93 jeunes, sur un total de 960 prévus, ont été formés en appui organisationnel, gestion financière et juridique.

41. Résumé des réalisations depuis le démarrage du PDAR. Le taux de réalisation général des activités de renforcement de capacités des ruraux et de leurs groupements qui est en moyenne de 34% depuis le démarrage du projet reste relativement faible. Cette faiblesse dans la réalisation des activités de renforcement des capacités est due en partie au démarrage tardif de la structuration des OP.

42. Les 17 visites et voyages d'échanges d'expériences effectués depuis 2012 ont permis aux 450 bénéficiaires (dont 266 femmes) d'acquérir des savoir-faire en capitalisant sur les pratiques des autres groupements dans la Zone du Projet : itinéraires techniques de culture du manioc et de la banane, d'implantation de germoirs in vivo de bananier, de gestion coopérative etc.

Sous composante B2 Renforcement des capacités institutionnelles et autres opérateurs d'appui conseil.

43. **Opérateurs d'appui conseil :** La mission a noté le renforcement des capacités des TAC et du personnel de la Direction Régionale (DR) en charge de l'agriculture. Les formations ont été effectuées en faveur de :

- 28 personnes dont 15 TAC et 13 personnels de la DR en approche participative et animation rurale ;
- 21 personnes dont 15 TAC et 6 personnels de la DR en développement organisationnel ;
- 22 personnes dont 15 TAC et 7 personnels de la DR en approche filière et gestion de microprojet.
- 13 TAC recycles en approche filière et gestion de microprojet.

44. Ce dispositif a contribué de manière significative à suppléer le manque de services d'appui conseil au sein de la Province du Woleu Ntem.

45. Quant à la synergie d'ensemble entre composantes la mission constate la tenue de rencontres périodiques visant à mettre toute l'UGP au même niveau d'information. Cependant, le défis de la coordination technique demeure. Aussi, la capacité des superviseurs à s'approprier la démarche du projet pour apporter des appuis aux producteurs de manière intégrée dans les chaînes de valeur des filières ciblées n'a pas été suffisamment démontrée.

46. **Appui à la Cellule Statistique Provinciale :** La mission a également constaté qu'aucune initiative n'a été développée avant le PDAR en vue de mettre en place un système d'information sur les marchés agricoles. Six (06) agents de la Cellule Statistique Provinciale ont bénéficié d'une formation en 2015 et d'un recyclage en 2016 en Techniques de Suivi des Marchés Agricoles et Elaboration du Bulletin Statistique.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Elaborer une fiche d'information élémentaires au profit des comités des pistes	SIR + IC + SRCA	Immédiat
Confectionner des fiches didactiques afin de former les membres de ces comités à l'entretien des pistes.	SIR + IC + SRCA	Immédiat

D. Performance de la mise en œuvre du projet

47. **Gestion et coordination du projet** : la mission a noté que la gestion du PDAR a été fortement impactée depuis la dernière supervision, par des facteurs contextuels. Les difficultés de mobilisation des fonds de contrepartie ont continué à se poser avec acuité dans un contexte électoral. Il en a résulté une irrégularité dans le suivi des paiements de la dette ayant entraîné la suspension du pays. Fort heureusement, avec la reprise normale du fonctionnement des Institutions, les paiements de dettes et mobilisations de fonds de contrepartie ont repris et la suspension a été levée. En dépit de cette situation, l'équipe du PDAR a fait preuve de résilience et a su maintenir un niveau acceptable de réalisation des activités.

48. Cependant, bien que se montrant consciente des défis, tel que relevé lors de précédentes supervisions, l'équipe du PDAR fait montre d'insuffisance de pro activité dans certaines prises de décision comme c'est déjà le cas pour la préparation de la clôture. Des insuffisances demeurent en ce qui concerne le travail en équipe et la chaîne de supervision depuis le personnel cadre aux animateurs (TAC). La mission a noté plusieurs cas d'absence visiblement injustifiées et récurrentes des TAC sur leurs lieux d'affectation. Tel que relevé depuis la supervision de mars 2015, ce type de situation affecte la gestion globale du projet car elle fait ressortir des insuffisances en matière de planification intégrée et de monitoring des activités du projet.

49. **Résumé des réalisations depuis le démarrage du PDAR**. Le PDAR a été marqué par une instabilité de son personnel composé de 27 membres suivant le DCP. Une première équipe de cadres de l'UGP a dirigé le projet de son démarrage à la revue à mi-parcours. Après une phase de transition de janvier à juin 2013, le personnel cadre de l'UGP a été renouvelé à 75% ; seule la Superviseure de la Composante Promotion des Filières est restée jusqu'à sa démission récente en février 2017. D'autres démissions ont été observés (Responsable Administratif et Financier en avril 2015 et Assistance Administrative et Comptable en décembre 2016.). Seule la Comptable est stable depuis le démarrage du projet et assure très souvent l'intérim du RAF. L'effectif actuel du personnel du PDAR est de 18 personnes (4 cadres UGP : DP, RAF, RSE et CPT ; 9 personnel technique : SRCA, 8 TAC ; 5 personnel d'appui : AD, 2 TS et 2 Chauffeurs).

50. **Appuis institutionnels et gouvernance**. La mission a noté que les réunions du Comité National de Pilotage et de Suivi (CNPS) se tiennent à une fréquence normale. Le PDAR bénéficie toujours d'appuis importants de la part du CNPS, de la Direction Nationale des Projets FIDA au MAEPG, de la Direction Régionale du MAEPG pour le Woleu Ntem et l'Ogoué Ivindo ainsi que des Autorités Administratives et autres parties prenantes locales notamment à travers le CTAMF.

51. La mission a particulièrement apprécié le rôle de premier plan joué par le Ministre de l'Agriculture, le Président du CNPS et Mme le DNP pour négocier la prorogation de période d'exécution d'activités du financement additionnel permettant d'envisager une meilleure réalisation des infrastructures prévues dans ce cadre.

52. **Suivi-évaluation et gestion des savoirs** : Les défaillances relevées dans le cadre de la gestion du projet impactent le dispositif de suivi-évaluation. La présence irrégulière des TAC sur le terrain affecte la fiabilité des données qu'ils font remonter dans le dispositif de suivi-évaluation. Malgré les dispositions matérielles prises pour un suivi-accompagnement plus efficace des producteurs, tel que relevé depuis la supervision de mars 2015, certains effets et bénéfices du projet portant sur i) l'augmentation annuelle des productions agricoles, ii) la réduction des pertes post récoltes, iii) la réduction des coûts de transaction, ne sont pas rapportés. La mission a pourtant reçu des témoignages des bénéficiaires effectivement satisfaits des retombées économiques et sociales du PDAR. *La mission recommande de rassembler toutes les données existantes dans une banque de données présentant les situations avant et après les appuis du PDAR ; réitère la recommandation qu'une enquête spécifique d'évaluation des effets du projet soit organisée.*

53. **Application de suivi-évaluation** : La mission de supervision de juillet 2016 avait recommandé d'adresser au concepteur de l'application un mémoire technique présentant les dysfonctionnements et mettre en œuvre les mesures pour les corriger. Le RSE indique que le projet a saisi le concepteur de l'application en lui présentant les dysfonctionnements techniques à travers la non fonctionnalité des

points suivants : (1) Calendrier d'exécution des tâches ; (2) Champs de suivi des tâches de certaines activités ; (3) Tous les champs des indicateurs ; (4) Taux de réalisation physique des tâches inférieur au taux de réalisation physique des indicateurs dans les rapports ; (5) Représentation graphique des exploitations agricoles relatives aux microprojets 2014, 2015 et 2016 ; (6) Perte de l'accessibilité de l'application. Des mesures ont alors été prises pour changer de routeur et améliorer la connectivité à internet et procéder en liaison avec le concepteur à distance à rendre (a) accessible l'application toutes les fois qu'il y a perte d'accès; (b) fonctionnel certains champs dans le suivi technique tâches et (c) fonctionnel le paramétrage global des indicateurs.

54. **Communication et gestion des savoirs:** Elle a été faite en partenariat avec trois journalistes de Radio Maria a Oyem, Radio Neuf a Oyem et Radio Nord Sud a Bitam qui interviennent comme points focaux pour relayer la communication sur les activités du projet. Sur le terrain, il a été constaté un faible niveau de communication sur les réalisations pourtant importantes du projet. La mission recommande *d'implanter des panneaux de signalisation au niveaux des principaux infrastructures et autres activités du projet.*

55. **Ciblage et genre :** Les activités du PDAR au titre du PTBA 2016 ont touché 18 groupements dont les membres sont issus de 90 ménages. Il en résulte que le nombre de bénéficiaires directs atteints est de 360 dont 209 femmes (58%) et 151 hommes (42%). Ces effectifs incluent 79 jeunes (38%).

56. Résumé depuis le démarrage du PDAR. Le PDAR est resté constant en matière de prise en compte du genre au cours de son exécution. Le Projet a touché 26 171 personnes, bénéficiaires directs sur 28 000 prévus dans le document de conception (soit 93,47%), dont 12 354 femmes (47,20%) et 13 817 hommes (52,8%). Ces effectifs globaux incluent 9 945 jeunes (38,00%).

57. Le projet ciblait également des populations autochtones (pygmées Baka). Il est ressorti de l'évaluation à mi-parcours que les peuples autochtones qui constituent pourtant l'un des groupes cibles du projet n'avaient pas bénéficié des appuis du PDAR. Les recommandations proposaient de développer les stratégies appropriées pour assurer la participation des peuples autochtones. Pour ce faire, une étude approfondie de la situation des peuples autochtones Baka a été menée aux fins de développer des stratégies pour les atteindre. Les tentatives subséquentes du projet incluant l'élaboration d'un plan d'action avec l'Unicef, n'ont pas produit de résultat.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Implanter les panneaux de signalisation des infrastructures et autres activités du projet	SRCA	Immédiat
Rassembler toutes les données existantes dans une banque de données présentant les situations avant et après les appuis du PDAR ;	RSE	Immédiat
Réaliser une enquête spécifique d'évaluation des effets du projet	RSE	Immédiat
Elaborer et mettre en œuvre un plan opérationnel pour la clôture des financements du projet	DP	Immédiat

E. Gestion fiduciaire

58. **Gestion financière.** L'évaluation de la gestion financière du PDAR a relevé un profil de risque moyen. En effet, au niveau de l'organisation et du personnel, l'Unité de Gestion du Projet reste adéquate pour répondre aux besoins fonctionnels du Projet malgré un sous-effectif au SAF (absence d'un assistant comptable). L'équipe a été renforcée, dans le cadre des activités financées par le fonds additionnels, par le recrutement d'un Spécialiste en Infrastructures Rurales et d'un contrôleur pour les travaux restants. Aussi, le processus de révision et de validation du manuel de procédures engagé depuis 2015 n'a pas encore abouti. Ceci est dû aux perturbations politiques et financières (non-paiement des arriérés qui ont entraîné la suspension du portefeuille) qui n'ont pas permis au projet de conclure l'exercice. Néanmoins, la validation de la révision du manuel demeurent opportunes afin d'établir des bases solides pour un nouveau projet.

59. Concernant le paiement des charges de la sécurité sociale, le Projet est à jour. Cependant, les impôts sur salaires que le projet retient à la source n'ont jamais été reversés à l'administration fiscale pour un montant évalué à FCFA 60,8 millions au 28.02.2017. Il est impératif que le Projet régularise cette situation avant la clôture.

60. Il est apparu dans la revue des immobilisations qu'un véhicule du projet a subi un accident. Comme indiqué dans la lettre de clôture, la réalisation d'un inventaire physique officiel des immobilisations acquises pendant la période de mise en œuvre du projet est recommandé, telles qu'inscrites dans les états financiers audités. Afin de déterminer leur état et leur localisation pour faciliter ainsi le processus de transfert par les autorités compétentes, le Projet doit mettre à jour le registre des immobilisations en régularisant la situation des actifs concernés.

61. Les rapprochements du compte désigné ne sont pas opérés mensuellement, mais plutôt lors de l'établissement des DRF. Les mouvements « triangulaires » (du fait des tensions de trésorerie expliquées plus bas) entre les comptes du Prêt FIDA, du Fonds Fiduciaire et de la contrepartie rendent nécessaire ce rapprochement mensuel en vue d'un meilleur suivi.

62. **Budget.** Le PTBA 2016 a été approuvé à environ FCFA 3,3 milliards et a enregistré une réalisation effective de FCFA 998 millions. Le taux de réalisation du PTBA 2016 est donc évalué à 30%. En effet, le détail du taux de réalisation par financement est résumé dans le tableau ci-dessous. Il est à noter une faible réalisation concernant les Prêt FIDA et Fonds Fiduciaire qui se traduira par un report éventuel important sur l'exercice 2017. Considérant la phase de clôture du Projet, cela entraînera des tensions de trésorerie si le PTBA 2017 venait à être trop ambitieux d'un point de vue programmatique.

% PTBA 2016 réalisé par financement

	Montants budgétisés	Réalisations	Taux de réalisation
Prêt 722-GA	331 568 041	75 830 800	23%
Don 970-GA	17 084 484	16 836 733	99%
État	203 450 400	165 833 203	82%
Bénéficiaires	50 200 000	36 796 780	73%
Fonds Fiduciaire	2 729 960 320	702 895 114	26%
Total	3 332 263 245	998 192 630	30%

63. Le tableau ci-dessous montre les taux de réalisation par catégorie de dépense.

% PTBA 2016 réalisé par catégorie de dépense

	Montants budgétisés	Réalisations	Taux de réalisation
Génie civil	2 295 200 000	473 186 045	21%
Equipements	334 900 000	85 877 048	26%
Assistance Technique	234 952 925	107 879 131	46%
Études	15 000 000	2 817 900	19%
MP de filières	149 050 000	52 850 500	35%
Prestations	5 520 000	6 049 865	110%
Fonctionnement	57 160 000	75 023 006	131%
Salaires et Indemnités	240 480 320	194 509 135	81%
Total	3 332 263 245	998 192 630	30%

64. Le projet de PTBA 2017 a été préparé et envoyé au FIDA en novembre 2016 mais, du fait de la suspension, n'a pas pu être validé. Une révision est effectuée pour prendre en compte les dépenses engagées et encourues, ainsi que les ressources à disposition tant au niveau bailleur qu'au niveau de l'État.

65. Ainsi, l'ébauche du PTBA 2017 alloue au Prêt FIDA une contribution de FCFA 76 millions, pour le Fonds Fiduciaire FCFA 2 milliards, et pour l'État FCFA 289 millions. Il est à noter que les ressources à disposition (se référer à la section décaissement ci-dessous) sur le FIDA et le Fonds Fiduciaire permettront d'assurer les activités respectives après un arbitrage de la faisabilité des activités à réaliser. Cependant, il est essentiel que les fonds de contrepartie nationale soient dûment décaissés au projet afin de couvrir les activités budgétisées telles que les coûts de fonctionnement, les salaires et indemnités, et les missions en zone et hors zone.

66. **Décaissements effectifs et performance financière.** Le taux de décaissement effectif au 28 février 2017 par source de financement se compose comme suit :

	<i>Prêt 722-GA (DTS)</i>	<i>Don 970-GA (DTS)</i>	<i>État (FCFA)</i>	<i>Fonds Fiduciaire (Euro)</i>
Dotations	3 800 000	190 000	2 140 191 424	4 250 000
Décaissé	3 475 451	182 104	1 660 588 606	1 775 955
%	92%	96%	78%	42%

67. Les tensions de trésorerie ont été récurrentes malgré une planification des activités somme toute perturbée par l'environnement politico social et économique du pays, affectant ainsi les demandes de réapprovisionnement des comptes désignés. Certaines dépenses de génie civil ont été payées par des Demandes de Paiements Directes, rallongeant la mise à disposition des ressources aux entreprises sous contrats.

68. La mission note des disparités importantes au niveau de l'exécution financière cumulée par sources de financement au 28 février 2017 comme l'indique le tableau ci-dessous:

Exécution financière par financement

<i>Prêt 722-GA</i>	<i>Don 970-GA</i>	<i>État</i>	<i>Bénéficiaires</i>	<i>Fonds Fiduciaire</i>	<i>Total</i>
93%	119%	78%	385%	32%	73%

69. Il faut noter le faible taux d'exécution du Fonds Fiduciaire dont la date d'achèvement ainsi que la clôture ont été repoussées de six mois. Comme indiqué dans la section sur le PTBA 2017, le Projet ambitionne d'exécuter les deux tiers des activités sur ledit Fonds en moins de six mois.

70. **Fonds de contrepartie.** Les fonds de contrepartie attendus de l'État entre 2008 et 2013 au cours de la première phase du financement du prêt FIDA s'élevait à FCFA 1.1 milliards et l'État est allé au-delà de ses engagements en décaissant FCFA 1,26 milliards soit un taux d'exécution de 114,33%. Cependant, lors de la deuxième phase du financement avec l'addition du Fonds Fiduciaire, il était attendu une contrepartie de l'État entre 2014 et 2017 d'un montant de FCFA 1,03 milliards; cet engagement n'a été tenu qu'à 40,45% soit un décaissement effectif d'environ FCFA 416,69 millions et le Projet est en attente d'environ FCFA 613 millions.

71. Pour l'exercice 2016, les fonds de contrepartie nationale pour le Projet n'ont pas été inscrits au budget gabonais et aucune ressource n'a été perçue; la même observation peut être faite pour 2017. À date, il manque au Projet une contribution totale d'environ FCFA 614 millions afin de couvrir les activités programmatiques et les dépenses liées et au fonctionnement et aux salaires.

72. Cette situation a conduit le Projet à des préfinancements récurrents pour des paiements de salaires, de fournisseurs et de certains prestataires. Les soldes à régulariser pour les préfinancements concernant les dépenses sur le Fonds Fiduciaire devant être pris en charge par la partie étatique se chiffrent après des remboursements effectués par le Projet à FCFA 20,2 millions pour la catégorie des salaires, à FCFA 13,4 millions pour les fournisseurs, FCFA 3,4 millions pour les prestataires, et FCFA 1 million pour les missions. Il est à noter également un préfinancement sur le Prêt FIDA pour un montant d'environ FCFA 8,6 millions.

73. **Revue des ECD.** sur les DRF 39 et 40, sur le Prêt FIDA, et la DRF 3, sur le Fonds Fiduciaire n'appelle pas d'observations particulières. En effet, du fait de la suspension de quatre mois et des tensions de trésorerie, le projet n'a pas enregistré de transactions importantes. La majorité des transactions concerne la fin 2015 et le début 2016; celles-ci ont été revues lors de la mission de juin 2016.

74. **Respect des accords de prêt.** Mis à part les manquements importants (développés ci-dessus) liés au non versement des fonds de contrepartie de l'État qui a entraîné des préfinancements et le

non-paiement des impôts sur salaires, la mission note que les dispositions des Accords de Financements sont généralement respectées.

75. **Audit.** Suite à l'examen des états financiers audités pour la période prenant fin au 31 Décembre 2015, il est à noter que les états financiers audités étaient dus au 30 juin 2016 et ont été reçus avec presque 2 mois de retard (18 août 2016).

76. Les documents financiers inclus sont (1) la Source et l'Utilisations des fonds établissant lesdites sources de financement séparément, (2) l'État / Réconciliation du Compte spécial. Concernant, le compte spécial prêt FIDA, l'opinion n'a pas été insérée (il manque la page 4) si bien qu'il est impossible de se prononcer sur ce compte. En outre, il n'y avait pas d'états financiers proprement établis, seulement le tableau des ressources et des emplois. De même pas de (i) Bilan, (ii) d'état cumulé des fonds par catégorie, (iii) d'état comparé du budget, (iv) de Calendrier d'application des retraits (ni de tableau d'états Certifiés des dépenses).

77. Il est à noter également l'absence de notes aux états financiers et l'auditeur a relevé plusieurs lacunes (ci-dessous) mais n'a pas approfondi le travail pour une meilleure compréhension (Surestimation des actifs, forte antériorité de la créance sur le débiteur "Projet PARIR", et non versement des impôts et taxes sur salaires).

78. L'information financière fournie est jugée faible/inadéquate et est évaluée comme étant insatisfaisante. Du fait de l'audit (insatisfaisant) et de l'information financière (insatisfaisante), il a été recommandé au Projet de ne pas renouveler l'auditeur et engager le processus afin de sélectionner un nouvel auditeur.

79. **Passation des marchés.** Le Plan de Passation des Marchés (PPM) 2016 du PDAR comprend 3 lots de marchés des travaux (réhabilitation du Siège ; Centres de groupage ; pistes) ; 7 lots de marchés de fournitures ainsi que 5 lots de marchés de consultants. L'exécution globale de ce PPM est de l'ordre de 30%.

80. Le marché de construction des centres de groupage a été infructueux à l'issue de 2 processus. Un 3ème processus est en cours de finalisation avec l'ouverture des offres le 17 Mars 2017.

81. La revue effectuée par la mission fait ressortir que les dossiers présentés sont de qualité acceptable et que les procédures édictées de passation des marchés sont généralement respectées.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Reverser les impôts sur salaire à l'administration fiscale	DP+RAF	Immédiat
Faire réparer le véhicule accidenté	DP+RAF	Immédiat
Réaliser l'inventaire des actifs du Projet et le transmettre au MAEPG pour DNO sur réaffectation	DP+RAF	Juillet 2017
Faire des rapprochements mensuels du compte désigné	RAF	Immédiat
Mettre les fonds de contrepartie à la disposition du projet	DP + MAEPG	Immédiat
Diligenter la passation des marchés pour les constructions d'infrastructures	DP	Immédiat
Diligenter la passation des marchés pour les équipements des centres de groupage et des centres d'affaires	DP	Immédiat
Diligenter les marchés de prestations intellectuelles liés à ces infrastructures	DP	Immédiat

F. Durabilité

82. Les activités de production et de diffusion du matériel végétal devront être poursuivies afin d'en consolider les acquis. L'implication effective des Services Régionaux du Ministère en Charge de l'Agriculture est indispensable pour veiller au professionnalisme des 25 paysans semenciers impliqués dans la conservation du germoplasme dans la Province du Woleu-Ntem.

83. Les groupements, Unions et Coopératives encadrées par le PDAR font montre d'insuffisances en matière de dynamique organisationnelle et de gestion collective de leurs activités. Ils devront être davantage renforcés.

84. La durabilité sera également tributaire de la gestion des infrastructures. Les comités locaux de gestion des routes et des centres de groupage et d'affaires devront être davantage encadrés. Comme mentionné lors de la dernière supervision, la mise en place et l'appui au fonctionnement des Unions de Coopératives et des Comités de Gestion doivent être effectués en intégrant une plus grande conscientisation des membres desdits Comités et des Coopératives sur le bien-fondé de la maintenance de ces infrastructures.

G. Orientations pour l'achèvement

85. En considération de l'achèvement et de la clôture du prêt principal et du don prévus pour le 31 mars et le 30 septembre 2017 respectivement, la mission a travaillé avec l'équipe du projet et la partie nationale qui ont été briefés sur le processus d'achèvement et de clôture des projets FIDA. L'achèvement du PDAR devra donner lieu à la production d'un rapport d'achèvement qui relève de la responsabilité du Gouvernement et dont la préparation doit démarrer sans délai afin de documenter les résultats, la performance de mise en œuvre et les leçons apprises. Les dispositions suivantes ont été convenues afin de rendre ledit rapport disponible conformément aux termes de l'accord de financement :

- i. Réalisation de l'évaluation d'impact intégrant la méthodologie des enquêtes SYGRI du FIDA. Cette étude socio-économique sera réalisée du 8 au 18 Avril 2017 par la Direction Générale de la Statistique que la mission a rencontrée. Une assistance technique sera donnée par un consultant FIDA en SYGRI qui assurera l'assurance qualité de la méthodologie, de la formation des enquêteurs, de la collecte et du traitement des données, et de la revue finale du rapport d'évaluation. Les effets et impacts du PDAR à l'achèvement seront comparés à ceux de la situation de référence de 2010 et à l'enquête de mi-parcours réalisées en 2014.
- ii. Préparation du rapport d'achèvement du PDAR en mai 2017, avec l'appui technique du Centre d'Investissement de la FAO à Rome (TCI) qui mettra à disposition un chef de mission, un économiste, et un spécialiste en gestion financière. Une convention sera à cet effet signée entre le PDAR et la Représentation de la FAO à Libreville. Les membres de cette mission prendront également part à la formulation du PDAR 2 dont le processus démarrera en Juin 2017.
- iii. Réalisation d'un documentaire de capitalisation en mai 2017 sur l'intervention du PDAR comme initiative du Gouvernement gabonais pour la réduction de la pauvreté et le développement agricole et rural.
- iv. Tenue de l'atelier d'achèvement du PDAR en Juillet 2017 avec l'ensemble des parties prenantes pour partager les résultats, et les leçons apprises de la mise en œuvre du PDAR.
- v. Transmission du rapport d'achèvement finalisé au FIDA par le Gouvernement en Juillet 2017.

H. Conclusion

86. La présente mission de supervision s'est déroulée dans un contexte d'après suspension marqué par l'imminence de l'achèvement.

87. La prorogation exceptionnelle accordée par le FIDA pour l'exécution des activités de pistes et de magasins planifiées au titre du financement additionnel n'est pas sans nouveaux défis en terme de construction, d'équipement des infrastructures et leur gestion par les coopératives.

88. L'implication du gouvernement dans ce contexte est particulièrement indispensable afin de garantir l'exécution des travaux et prestations avant la nouvelle date d'achèvement du financement supplémentaire. Le FIDA attire l'attention du Gouvernement sur le fait qu'une autre prorogation ne saurait être accordée. Aussi, aux fins de durabilité, le gouvernement s'est engagé à prendre des dispositions pour maintenir à sa charge l'équipe du projet qui sera responsable de l'accompagnement des coopératives dans la gestion durable des infrastructures marchandes.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du PDAR et notes attribuées

Faits essentiels

Pays	Gabon			No. du projet	1313 [1100001313]	No. du prêt/don DSF	1000002915, 1000002916
Projet	Projet de développement agricole et rural					Prêt/don DSF suppl.	2000000441
Date de mise à jour	29/03/2017						
Inst. responsable de la supervision	IFAD						
Nbre de Supervisions	11	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	10				
Dernière Supervision	20/03/2017	Dernière mission de suivi	14 février 2017				

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	12/09/2007			Coût total	14.03	
Accord	26/10/2007	Délai d'entrée en vigueur	6.3	FIDA Total	6.00	
Entrée en vigueur	20/03/2008	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	5.73	91
Premier décaissement	11/03/2009			Don DSF		
Examen à mi-parcours	22/05/2012	Dernier amendement	10/02/2015	Don FIDA	0.27	96
Achèvement initiale	31/03/2014	Dernier audit	10/08/2015	field_asap_grant	0.00	0
Achèvement prêt et don	31/03/2017			Financement national total	2.43	
Achèvement Spanish Fund	30/09/2017					
Clôture prêt et don	30/09/2017			Beneficiaries	0.26	0
Clôture Spanish Fund	31/03/2018					
Nbre de prolongations	2			National Govern	2.18	0
				Cofinancement total externes	5.60	
				OFID	0.20	0
				Spanish Fund	5.40	42

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	3	3	1. Qualité de la gestion du projet	3	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	4	4(1)	2. Exécution du S&E	3	3
3. Fonds de contrepartie	4	3 (2)	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	3
4. Conformité à l'accord de financement	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	4
5. Conformité aux règles de passation des marchés	3	3	5. Lutte contre la pauvreté	4	4
6. Qualité et ponctualité des audits	4	4	6. Efficacité du ciblage	3	3
			7. Innovation et leçons apprises	4	4
			8. Prise en climat et environnement	4	4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Promotion filières agricole grand potentiel marché	4	4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	3	3
2. Renforcement des capacités des acteurs	3	3	2. Autonomisation	3	3
			3. Qualité de la participation des bénéficiaires	5	5
			4. Adaptabilité des prestataires de services	3	3
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	3	3
			6. Possibilité réplcation à plus grande échelle	4	4

B.5 Justification des notes

Le deuxième semestre 2016 a été particulièrement marqué par un ralentissement d'activités du fait d'une conjonction de facteurs contextuels. Cependant, le PDAR maintient sa position de promoteur du développement rural dans la province du Woleu-Ntem. La performance des réalisations physiques du PDAR en 2016 fait ressortir un taux d'exécution physique de 57%. Ce taux se décline en 46% pour la Composante A promotion des filières agricoles ; 46% pour la composante B renforcement des capacités des acteurs et 78% pour la composante C coordination et suivi évaluation. Les faits saillants de la période sous revue sont les suivants :

- (1) Le projet a mobilisé 93% du Prêt FIDA, 96% du Don FIDA, 78% des fonds de contrepartie, et 385% des contributions des bénéficiaires, 42% du Fonds Fiduciaire.
- (2) Les fonds de contrepartie attendus de l'État entre 2008 et 2013 au cours de la première phase du financement du prêt FIDA s'élevait à FCFA 1.1 milliards et l'État est allé au-delà de ses engagements en décaissant FCFA 1,26 milliards soit un taux d'exécution de 114,33%. Cependant, lors de la deuxième phase du financement avec l'addition du Fond Fiduciaire, il était attendu une contrepartie de l'État entre 2014 et 2017 d'un montant de FCFA 1,03 milliards; cet engagement n'a été tenu qu'à 40,45% soit un décaissement effectif d'environ FCFA 416,69 millions et le Projet est en attente d'environ FCFA 613 millions.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	3	3
C.2 Sécurité alimentaire	3	3
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	4	4
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4
Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution		
C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4

Justification des notes sur les objectifs de développement

Depuis 2014 la disponibilité et la qualité du matériel végétal sont améliorées. En 2016, les paysans semenciers du projet ont livré 33 582 plants de bananiers et 751 500 boutures de manioc. Au cours de la même année, le financement de 180 micro-projets des groupements a donné lieu à l'emblavement de 118 ha de banane et 188 ha de manioc. Le projet a en outre amorcé la formation du personnel d'encadrement du projet et les producteurs sur les techniques de transformation de manioc en gari, fufou et amidon. Au titre des fonds additionnels, la construction de 12 centres de groupage dont 3 centres d'affaires et 9 centres de collecte est au stade de sélection des entreprises pour les travaux. Les travaux d'aménagement et de réhabilitation de près de 104 km de pistes enregistrent un taux de réalisation de l'ordre de 42%.

Le projet a appuyé la formalisation de 56 OP en Coopératives, organisé des voyages d'échanges pour 450 bénéficiaires (dont 266 femmes), assuré la formation de 244 membres des comités de gestion coopérative dont 144 femmes ainsi que de 28 opérateurs d'appui conseil dont 15 Techniciens d'Appui Conseil et 13 personnels de la Direction Régionale de l'Agriculture

Cette progression en termes de réalisations augmente le potentiel de réalisation des objectifs de développement du projet. La formulation en cours d'une nouvelle opération s'appuie grandement sur les leçons apprises et les bonnes pratiques du PDAR, notamment sur i) le choix des filières porteuses, ii) le ciblage des populations bénéficiaires.

C.6 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	La faible planification de la trésorerie et le retard dans le décaissement des fonds de contrepartie dans un contexte de baisse des revenus pétroliers restent les principaux risques.
Avancement de l'exécution du projet	En attendant la réalisation des centres d'affaires, les microprojets sont restés limités au maillon production. L'organisation des acteurs et en particulier les producteurs et les Comités de Gestion des infrastructures est primordial.
Produits et réalisations	Les activités en cours concernent principalement le fonds additionnel à travers la réalisation d'infrastructures de stockage, de transformation, et de pistes d'accès. Le risque y relatif concerne la capacité des entreprises à exécuter les marchés dans les délais contractuels.
Durabilité	La faible organisation des producteurs pour la prise en charge des fonctions d'approvisionnement en intrants, de commercialisation, de transformation ainsi que de gestion des équipements fournis par le projet, reste la limite majeure. Il est impérieux de renforcer la collaboration avec la Direction Régionale de l'Agriculture pour assurer le suivi et la continuité du programme semencier, des conseils aux producteurs, de la gestion des infrastructures communautaires et préparer ainsi la sortie du projet. Une stratégie de gestion durable des infrastructures a été préparée et permettra de réduire le risque de durabilité.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Mobilisation des ressources	Assurer la mobilisation dans les délais des fonds de contrepartie pour couvrir les activités du projet.	Mai 2016 et continu	
Gestion financière	- Systématiser la pratique de l'arrêté mensuel et documenté des comptes du projet.	Immédiat	
Opérations	-Engager les TAC sur des résultats précis en termes de nombre groupements accompagnés, de superficies des parcelles de production, de mobilisation communautaire autour des infrastructures ainsi que de qualité de l'encadrement pour mieux valoriser les investissements. -Réaliser les activités convenues dans le cadre de l'achèvement du projet	Immédiat	

Observations supplémentaires

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Situation des indicateurs			Observations	Source d'information	Risques/hypothèses			
1. Objectif global										
Réduire la pauvreté en milieu rural en facilitant l'accès équitable des pauvres ruraux aux filières agricoles bénéficiant de marchés porteurs	SYGRI indicateur niveau 3: Indice des biens des ménages	Ménages dont l'indice d'accumulation des actifs a augmenté				- Enquêtes de suivi du DSCR - Étude d'impact à mi-parcours et fin de projet sur évolution des revenus et la sécurité alimentaire - Étude SYGRI (référence et finale)	Le Gouvernement s'engage à mettre en œuvre une stratégie intersectorielle de développement rural			
	Niveau des revenus et de sécurité alimentaire des groupes cibles (%)	Enfants en insuffisance pondérale - Poids par âge	% filles	4.27%						
			% garçon	4.01%						
		Enfants chroniquement mal nourris - Taille par âge	% filles	28.7%						
			% garçon	25%						
		Enfants en malnutrition aigüe - Poids par taille	% filles	8.7%						
			% garçon	7.8%						
	Période de disette	0	0							
2. Objectifs spécifiques										
1. Filières porteuses accessibles aux plus pauvres sont développées dans la zone cible (manioc, banane plantain, arachide)	- 288 micro-projets de production / commercialisation accompagnés : 103 en manioc ; 86 en banane et 99 en arachide ;	- 793 Micro-projets: (275, 34%) 259 en manioc (251,45%) ; 487 en banane (566,2%); 47 en arachide (47, 47%).		Pas de base de données fiable sur ces activités. Travail de vérification nécessaire lors de la rédaction du rapport d'achèvement.		- Rapport de suivi-évaluation - Étude d'impact à mi-parcours et fin de projet - Enquêtes statistiques de suivi des marchés et productions agricoles	Les prix dans les filières ciblées sont rémunérateurs			
	- 3600 producteurs appuyés dans les filières porteuses le long de la chaîne de valeur dont 1290 en manioc ; 1080 en banane et 1230 en arachide.	- 4544 producteurs appuyés (123,75%) : 1483 en manioc (114,96%) ; 2813 en banane (260,46%) ; 248 en arachide (20 %)								
2. Environnement favorable au développement des filières cibles est créé	- 700 groupements familiaux organisés dans les micro-projets des filières cibles du projet	- 573 groupements (81,85%)						Un réseau de 38 prestataires a été mis en place mais les ressources actuelles du projet ne permettent pas de les équiper	- Rapport de suivi-évaluation - Étude d'impact à mi-parcours et finale	Le Gouvernement mobilise les financements pour le programme de réalisation d'infrastructures rurales et commerciales
	- 3 plate formes de concertation/organisations faïtières fonctionnelles	- Néant								
	- 10 prestataires services agricoles équipés et installés	- Néant								
	- 1 Système d'information sur les prix fonctionnel	- Néant								
Composante A: Promotion des filières agricoles ayant un grand potentiel de marché										
Résultat A.1 : Conditions pour améliorer production	- 36 paysans semenciers formés/équipés pour la production de matériel végétal	- 88 paysans semenciers formés 48 manioc, banane 40				- Rapport de suivi-évaluation	Les fonds sont mobilisés à temps			

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Situation des indicateurs	Observations	Source d'information	Risques/hypothèses
et compétitivité des produits des filières cibles sont en place	<ul style="list-style-type: none"> Qté Matériel végétal amélioré produite et diffusée : 5,3 Millions boutures manioc ; 0,6 million plants de bananiers et 63,3 Tonnes arachide 75% de taux de satisfaction besoins des groupements en matériel végétal (manioc et banane) 	<ul style="list-style-type: none"> 5 681 000 boutures de manioc (107,18) (60397+264090 vivo= 324 487 plants de bananiers (54,08%) 4,71 Tonnes arachide (7,73%) 75% 	<ul style="list-style-type: none"> Pas de base de données fiable sur ces activités. Travail de vérification nécessaire lors de la rédaction du rapport d'achèvement. 	<ul style="list-style-type: none"> Étude d'impact à mi-parcours et finale Évaluation participative du niveau de satisfaction des bénéficiaires 	
Résultat A.2 : Production commercialisée des 3 filières cibles ont augmenté au profit des populations visées par le projet	<ul style="list-style-type: none"> Au moins 1500 ha mis en production dont : 880 ha de manioc, 620 ha de banane et 63,3 ha d'arachide 	<ul style="list-style-type: none"> 1629,44ha dont 784,38 ha de manioc (89,13%) 806,06 ha de banane (130%) et 39 ha d'arachide (61%) 	<ul style="list-style-type: none"> Pas de base de données fiable sur ces activités. Travail de vérification nécessaire lors de la rédaction du rapport d'achèvement. 	<ul style="list-style-type: none"> Rapport de suivi-évaluation Étude impact à mi-parcours et finale Enquête spécifique au niveau des exploitations (production, rendement, superficies, pertes) 	Les fonds sont mobilisés à temps
	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation de la production : manioc frais 9240 ; manioc transformé 4400 T, banane 11 200 T ; arachide 100 T 	<ul style="list-style-type: none"> 5680,09 tonnes (61,48%), Xxx manioc transformé Banane 7586,24T (67,43%), Arachide 28,5 T (28.13%) 	<ul style="list-style-type: none"> Pas de base de données fiable sur ces activités. Travail de vérification nécessaire lors de la rédaction du rapport d'achèvement. 		
	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation des rendements à l'hectare : Manioc de 10,6 à 20T/Ha ; Banane de 16 à 18T/Ha ; Arachide de 0,8 à 1,5 T/Ha 	<ul style="list-style-type: none"> Manioc de 12.43 T/ha; Banane de 9.25 T/ha; Arachide 0,73 T/ha 	<ul style="list-style-type: none"> Dans l'ensemble de la zone d'intervention du projet pour les villages encadrés et non encadrés sont de : Manioc de 0,22 T/ha à 3,67 T /Ha ; Banane de 0,3T/Ha à 6,95 T/Ha ; Arachide 0,18T/Ha à 0,73T/Ha Les microprojets de production encadrés par le PDAR avec le nouveau matériel végétal auront des rendements à l'hectare : Manioc de 25T/Ha ; Banane de 19T/Ha ; Arachide de 1,2 T/Ha 		
	<ul style="list-style-type: none"> Réduction pertes post-récolte : Manioc de 20 à 10 % ; Banane de 30 à 5% ; Arachide de 10 à 5% 	<ul style="list-style-type: none"> Manioc de 9,21 à 10,44 % ; Banane de 7,56 à 8,76% ; Arachide de 8,49 à 5,47% 	<ul style="list-style-type: none"> 		
	<ul style="list-style-type: none"> Pourcentage commercialisé : 70% manioc ; 70% banane ; 60% arachide 	<ul style="list-style-type: none"> 76,6% manioc ; 52,2% banane ; 22,55% arachide 			
Résultat A.3 : Conditions de commercialisation des produits des filières cibles sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> 1 étude de marché réalisée documentant les conditions d'accès au marché. 	<ul style="list-style-type: none"> 1 étude réalisée 		<ul style="list-style-type: none"> Rapports de suivi-évaluation Enquêtes spécifiques 	Les fonds sont mobilisés à temps
	<ul style="list-style-type: none"> Mécanismes d'information des producteurs sur les prix opérationnel à travers les émissions hebdomadaires radio en langue locale 	<ul style="list-style-type: none"> 1 formation réalisée reste à élaborer régulièrement un bulletin sur les prix (prévu PTBA 2016) 			
	<ul style="list-style-type: none"> 33 centres groupages fonctionnels 	<ul style="list-style-type: none"> A financer par Fonds Additionnels 			

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Situation des indicateurs	Observations	Source d'information	Risques/hypothèses
	– 800 producteurs formés en gestion commerciale	– Néant			
	– Au moins 25 ateliers départementaux de concertation des acteurs organisés	– Néant	2 cadres de concertation informelle dans le Woleu et le Ntem existent		
	– Au moins 240 accords commerciaux concrétisés	– Néant	Plusieurs accords commerciaux informels existent entre certains producteurs et commerçants		
Composante B: Renforcement des capacités des Acteurs					
Résultat B.1 : Capacités des organisations de producteurs sont renforcées	– 700 groupements producteurs engagés dans les micro-projets de filières, gérant les fonctions techniques et économiques le long de la chaîne de valeur (au moins 50% femmes et 30% de jeunes)	– 573 groupements (81,85%)	Pas de base de données fiable sur ces activités.	– Rapports de suivi évaluation	Les fonds sont mobilisés à temps
	– 1400 paysans relais formés (2 par groupement dont 50% de femmes au moins)	– 1272 paysans relais formés dont 719 femmes et 553 hommes	Travail de vérification nécessaire lors de la rédaction du rapport d'achèvement.		
Résultat B.2 : Capacités des opérateurs privés et des micro-entreprises intervenant en aval et en amont des filières sont renforcées	– 60 opérateurs formés en gestion d'entreprises	– Néant		– Rapports de suivi évaluation	Les fonds sont mobilisés à temps
	– 10 prestataires services agricoles équipés et installés	– Néant	Un réseau de 38 prestataires a été mis en place mais les ressources actuelles du projet ne permettent pas de les équiper		
Résultat B.3 : Capacités des opérateurs d'appui conseil sont renforcées	– 1 Centre d'appui rural opérationnel dans la zone d'intervention	– Néant	La supervision de mars 2014 avait demandé de surseoir à la mise en place de cette structure mais a recommandé la formation des agents du service provincial de l'agriculture	– Rapports de suivi évaluation Rapports d'activités du Centre Rural – Enquêtes statistiques – sur les prix et productions (référence, mi-parcours, final)	Les fonds sont mobilisés à temps
	– 15 techniciens d'animations et 15 responsables des services provinciaux/secteur privé formés en animation rurale/ encadrement des producteurs	– 15 techniciens d'animation, 53 responsables et agents des services provinciaux formés			
	– 5 Agents du service provincial des statistiques agricoles formés/équipés pour le suivi des productions et marchés	– 12 agents formés	Les agents du service provincial ont été formés ainsi que 3 chefs de secteur agricole nouvellement affectés		

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Composante A : Promotion des filières

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
1. Clôturer à l'amiable la Convention avec l'IITA	DP	Immédiat
2. Veiller à la conservation et à la protection du germoplasme pour la production de semences améliorées de manioc et banane.	DP + MAEPG	Immédiat
3. Mieux valoriser les informations disponibles sur les débouchés en faveur des coopératives/groupements	SRCA	Immédiat
4. Adresser des lettres de mise en demeure à SOMISEP et SATE	DP	Immédiat
5. Accentuer le suivi et le contrôle des travaux	SIR	Immédiat
6. Prendre toutes les mesures pour assurer la construction et l'équipement effectifs de ces centres d'affaires et des centres de groupage	DP + MAEPG	Immédiat

Composante B : Renforcement des capacités des acteurs

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
7. Elaborer une fiche d'information élémentaires au profit des comités des pistes	SIR + IC + SRCA	Immédiat
8. Confectionner des fiches didactiques afin de former les membres de ces comités à l'entretien des pistes.	SIR + IC + SRCA	Immédiat

Performance de la mise en œuvre du projet

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
9. Planter les panneaux de signalisation des infrastructures et autres activités du projet	SRCA	Immédiat
10. Rassembler toutes les données existantes dans une banque de données présentant les situations avant et après les appuis du PDAR	RSE	Immédiat
11. Réaliser une enquête spécifique d'évaluation des effets du projet	RSE	Immédiat
12. Elaborer et mettre en œuvre un plan opérationnel pour la clôture des financements du projet	DP	Immédiat

Gestion fiduciaire

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
13. <i>Reverser les impôts sur salaire a l'administration fiscale</i>	<i>DP+RAF</i>	<i>Immédiat</i>
14. <i>Faire réparer le véhicule accidenté</i>	<i>DP+RAF</i>	<i>Immédiat</i>
15. <i>Réaliser l'inventaire des actifs du Projet et le transmettre au MAEPG pour DNO sur réaffectation</i>	<i>DP+RAF</i>	<i>Juillet 2017</i>
16. <i>Faire des rapprochements mensuels du compte désigné</i>	<i>RAF</i>	<i>Immédiat</i>
17. <i>Mettre les fonds de contrepartie à la disposition du projet</i>	<i>DP + MAEPG</i>	<i>Immédiat</i>
18. <i>Diligenter la passation des marchés pour les constructions d'infrastructures</i>	<i>DP</i>	<i>Immédiat</i>
19. <i>Diligenter la passation des marchés pour les équipements des centres de groupage et des centres d'affaires</i>	<i>DP</i>	<i>Immédiat</i>
20. <i>Diligenter les marchés de prestations intellectuelles liés à ces infrastructures</i>	<i>DP</i>	<i>Immédiat</i>

Appendice 3 bis : Etat de mise en œuvre des recommandations des missions de supervision 2016.

N°	Recommandations	Délais	Responsable	Etat d'avancement
Promotion des filières				
1.	Procéder à l'évaluation finale et à la clôture immédiate de la convention avec le CARBAP conformément aux dispositions de l'article 8	Immédiat	DP + SPFA+RAF	<u>Recommandation exécutée</u>
2.	Réaffecter le moulin d'Abam Andock à un autre groupement plus dynamique.	Immédiat	DP+SPFA	<u>Recommandation non exécutée</u> Une enquête a été initiée à cet effet dans plusieurs villages et a permis d'identifier un village pouvant potentiellement accueillir ce moulin.
3.	Faciliter les échanges sur les expériences de transformation, afin de susciter un effet d'entraînement. Ceci contribuera à ajouter de la valeur au manioc tout en améliorant sa période de conservation.	Immédiat	SPFA	<u>Recommandation non exécutée</u> Les TDR ont été élaborés mais la tension de trésorerie traverse par le projet n'a pas permis d'exécuter cette recommandation
4.	Consolider l'embryon de réseau de semenciers crée à travers l'encadrement et la mise en place d'un système local de certification.	DP+SPF+DR MEAPG	Août 2016 et continu	<u>Recommandation non exécutée</u>
5.	Finaliser la base de données sur les micro-projets de filières.	SPF	Septembre 2016	<u>Recommandation non exécutée</u>
6.	Dresser un répertoire des acheteurs/commerçants potentiels sur les marchés d'Oyem et Libreville ;	Immédiat	SPFA	<u>Recommandation exécutée</u> La liste des acheteurs et potentiels commerçants à Libreville et Port-Gentil a été dressée et est disponible
7.	Inventorier les champs à un certain stade de développement afin de faire des projections sur les périodes de récolte et d'envisager la facilitation pour établir des relations productrices commerçants qui déboucheraient sur des contrats de vente.	Immédiat	SPFA	<u>Recommandation non exécutée</u>
8.	Rechercher les voies et moyens pouvant faciliter la circulation des informations sur les marchés (quantités disponibles, prix, lieux, ...) à travers certaines plate formes vers les mobiles et tablettes ou des réseaux d'échange d'informations	Immédiat	SRCA	<u>Recommandation non exécutée</u>
9.	Faciliter la création d'un cadre de concertation/rencontre entre les producteurs, les transformateurs et les commerçants.	Immédiat	SPFA+SRCA	<u>Recommandation partiellement exécutée</u> Des communiqués radios ont été passés et une rencontre a été organisée à Bitam entre les différents corps de métiers
10.	Actualiser et compléter la liste entre les producteurs, les transformateurs et les commerçants par celle des producteurs afin d'être valorisée.	Immédiat	SPFA	<u>Recommandation exécutée</u>

N°	Recommandations	Délais	Responsable	Etat d'avancement
Renforcement des capacités				
11.	Faire intégrer par les TAC la prise en compte de l'application des acquis de leur formation en planification et gestion financière dans leurs activités de suivi sur le terrain.	Immédiat et continu	SRCA	Recommandation partiellement exécutée Les différents outils sont utilisés par certains TAC dans leur travail.
12.	Consulter en collaboration avec la Direction Régionale du MAEPG, les acteurs antérieurement formés par le PDAR sur l'opérationnalisation d'une formule de transfert gratuit ou à faible coût des connaissances déjà acquises.	Immédiat et continu	SRCA	Recommandation partiellement exécutée Ce transfert se fait dans les villages où se créent de nouveau groupements à la faveur des plus anciens installés dans la zone.
13.	Accompagner la structuration des dix (10) Unions de Coopératives qui vont à terme porter la gestion de ces infrastructures.	Immédiat et continu	SRCA+ DP	Recommandation partiellement exécutée Un seul dossier a été transmis au ministère et se trouve en traitement. Les autres organisations procèdent encore à l'examen de leurs documents de base de concert avec les orientations apportées par le projet.
14.	Assurer une bonne coordination des deux superviseurs des composantes techniques principalement en matière de gestion des informations sur les marchés.	DP+SPF+SR C+RSE	Juillet 2016 et continu	Recommandation partiellement exécutée Une enquête sur les prix a été réalisée mais les informations sont pas été partagées avec toutes les parties prenantes.
Gestion du projet				
15.	Utiliser le tableau de bord pour le suivi de l'exécution technique, de l'exécution financière et de la trésorerie : (i) tableau de suivi de l'exécution du PTBA, (ii) tableau de suivi des marchés, (iii) situation des engagements à solder, (iv) tableau de suivi de l'exécution des engagements, (v) tableau récapitulatif de la performance, (vi) état de reconstitution du compte spécial, (vii) état de rapprochement bancaire.	Immédiat et continu	UGP	Recommandation partiellement exécutée Certains tableaux sont utilisés périodiquement dans l'exercice quotidien des activités.
16.	Organiser une enquête spécifique d'évaluation des effets du projet au plus tard au premier trimestre 2017.	31 mars 2017	RSE	Recommandation non exécutée Les TDR et le budget ont été élaborés de concert avec la DG de la Statistique et transmis au DP pour transmission à la mission de supervision pour ANO
17.	Adresser au concepteur de l'application du SE un mémoire technique présentant les dysfonctionnements et mettre en œuvre les mesures pour les corriger.	Immédiat	RSE	Recommandation partiellement exécutée (i) Quelques dysfonctionnements ont été réglés en travaillant à distance avec le concepteur ; (ii) Les décalages entre les taux d'exécution des tâches et les taux d'exécution physiques des indicateurs n'ont pas pu être réglés du fait de la non mobilisation du Consultant à cause des tensions de trésorerie
18.	Recruter un journaliste ou tout autre spécialiste en communication pour une assistance permanente.	Immédiat	UGP	Recommandation partiellement exécutée Les radios locales ont désigné des points focaux pour diffuser certaines informations du projet du fait de la non mobilisation d'un journaliste à cause des tensions de trésorerie.

N°	Recommandations	Délais	Responsable	Etat d'avancement
19.	Gérer au mieux la diffusion des informations sur les réalisations notamment par une actualisation régulière des informations diffusées sur le site internet et les réseaux sociaux.	Immédiat	UGP	<u>Recommandation partiellement exécutée</u> Les informations sont diffusées régulièrement sur les réseaux sociaux (Facebook). Le site web n'est pas actif Le projet a également initié des communications sur le PDAR dans la presse et les magazines spécialisés (La Lettre Agricole du Gabon)
Gestion fiduciaire				
20.	Réviser le manuel des procédures de gestion et organiser un atelier d'appropriation avec l'ensemble du personnel y compris les TAC.	DP+RAF	Immédiat	<u>Recommandation non exécutée</u>
21.	Proscrire, dorénavant, les prêts au personnel.	Immédiat + continu	UGP	<u>Recommandation exécutée</u> Les prêts ont été annulés
22.	Reprendre le rapport d'inventaire en présentant les immobilisations par nature pour permettre un rapprochement avec les autres documents comptables et extra comptables.	Immédiat	SAF	<u>Recommandation exécutée</u> Le rapport a été repris et fait apparaître cette présentation.
23.	Intégrer dans le PTBA le tableau budgétaire par catégorie de dépense.	Immédiat	RAF	<u>Recommandation exécutée</u> Le PTBA fait apparaître le tableau budgétaire par catégorie de dépenses
24.	Effectuer l'analyse mensuelle documentée des comptes du projet.	Immédiat	RAF	<u>Recommandation partiellement exécutée</u>
25.	Prendre contact avec le fournisseur du logiciel TOMPRO en vue de corriger les dysfonctionnements relevés.	Immédiat	SAF	<u>Recommandation exécutée</u> Les dysfonctionnements ont été corrigés
26.	Porter une attention particulière à l'élaboration de plans de trésorerie périodiques (généralement hebdomadaire) sur la base des engagements financiers et de la planification des activités.	Immédiat	RAF	<u>Recommandation exécutée</u> Les plans sont régulièrement élaborés pour faire face aux activités à mener et leur périodicité est mensuelle
27.	Prendre toutes les dispositions en vue du remboursement de ces avances dans les comptes appropriés dans les meilleurs délais.	Immédiat	RAF	<u>Recommandation partiellement exécutée</u> Les comptes FA et prêt FIDA ont été remboursés partiellement au regard du montant des fonds de contrepartie décaissés.
28.	Mettre à jour régulièrement les PPM, le registre des contrats et en général tous les outils de suivi des contrats et marchés.	Immédiat	RAF	<u>Recommandation exécutée</u> Le PPM est mis à jour régulièrement.

Etat de mise en œuvre des recommandations des missions d'appui à la réalisation des infrastructures de novembre 2016 et février 2017.

N°	Recommandations	Délais	Responsable	Etat d'avancement
Suivi des chantiers				
29.	Veiller à la tenue à jour du journal de chantier et sa mise à disposition de manière permanente sur les sites des travaux.	Immédiat + continu	SIR+ Entreprises	<u>Recommandation exécutée</u>
30.	Elaborer des attachements de manière périodique (par exemple tous les deux jours et dans tous les cas, au moins chaque semaine) en fonction des rendements.	Immédiat + continu	SIR+ Entreprises	<u>Recommandation partiellement exécutée</u> en cours de mise en œuvre grâce au nouveau dispositif de contrôle instauré par le projet
31.	Présenter les Attachements et les Décomptes selon les modèles présentés par le PDAR	Immédiat	Entreprises	<u>Recommandation exécutée</u>
32.	Fournir le PV d'installation de chantier constaté par le Projet (condition pour le paiement).	Immédiat	Entreprises	<u>Recommandation exécutée</u>
Mise en œuvre des travaux				
33.	<u>Les travaux d'ensoleillement</u> : Faire respecter les largeurs d'emprises à ensoleiller prévues (3m de part et d'autre pour les pistes de dessertes agricoles et 5m de part et d'autre pour les pistes secondaires).	Immédiat	SIR+ Entreprises	<u>Recommandation exécutée</u>
34.	<u>La pose de buses métalliques</u> : Se conformer à la méthodologie suivante pour la mise en œuvre des remblais techniques autour des ouvrages devant requérir une attention particulière : (i) Remblayer toute la zone ouverte en procédant au compactage de couches successives (par un compacteur) sur des épaisseurs de 20cm de manière à avoir une densité sèche de 95% à l'OPN comme recommandé au marché, (ii) Ouvrir l'espace de pose de la buse en laissant un jeu d'espace après avoir préparé le remblai d'assise avec un réglage longitudinal suivant le profil en long de la génératrice inférieure défini au plan d'exécution, (iii) Procéder au remblai contigu et de calage sous les reins de la buse avec montée de manière symétrique de part et d'autre de la buse de telle sorte que la différence de niveau n'excède jamais vingt-cinq centimètres (25 cm).	Immédiat	SIR+ Entreprises	<u>Recommandation partiellement exécutée</u> Les nouvelles buses respectent la méthodologie et les anciennes buses n'ont pas encore été corrigées et se feront au fur et à mesure de l'avancement des travaux de rechargement

N°	Recommandations	Délais	Responsable	Etat d'avancement
35.	<u>Le rechargement de piste de dessertes agricoles</u> :	Immédiat	SIR+	<u>Recommandation exécutée</u>

N°	Recommandations	Délais	Responsable	Etat d'avancement
	(i) Exiger un levé topographique systématique après les travaux d'ensoleillement et préparation de la plate-forme afin d'avoir les côtes du terrain naturel avant rechargement, (ii) Faire un levé topographique après rechargement de couche latéritique pour avoir les cotes projets. (L'épaisseur minimale de la couche latéritique à mettre en œuvre est de 15cm).		Entreprises	Les levés topographiques ont été effectués et les données sont disponibles.
36.	Le rechargement des zones de purges : Faire réceptionner tous les fonds de purges par le contrôleur des travaux avant apport des matériaux requis avec un PV de réception signé contradictoire ou consigné de manière contradictoire dans le journal de chantier.	Immédiat	SIR+ Entreprises	Recommandation exécutée
37.	Les fossés latéraux d'assainissement : Faire respecter la profondeur minimale demandée des fossés latéraux d'assainissement de 60cm par rapport au TN, et non par rapport à la cote finie de la chaussée remblayée	Immédiat	SIR+ Entreprises	Recommandation partiellement exécutée Pris en compte au fur et à mesure de l'avancement des travaux de rechargement
38.	Abattage des arbres : Exiger un inventaire systématique (avec un PV contradictoire mentionnant tous les PK correspondants) des arbres de Ø≥1m à abattre sur toutes les emprises des pistes de dessertes agricoles.	Immédiat	SIR+ Entreprises	Recommandation partiellement exécutée Plusieurs dessertes n'ont pas encore un début de travaux
39.	Les travaux sur l'axe Bilo-Ebomane du Lot 3 : Réaliser l'ensoleillement et la pose des ouvrages hydrauliques (ponts et buses) et quelques mètres linéaires de zones de bourniers en privilégiant la réalisation des fossés d'assainissement en lieu et place d'un rechargement en cas d'arbitrage éventuel.	Immédiat	SIR+ Entreprises	Recommandation partiellement exécutée Les travaux sont en cours d'exécution
Dispositif de suivi et contrôle des travaux				
40.	Effectuer un suivi rapproché pour permettre d'assurer pleinement le rôle de la maîtrise d'œuvre des travaux au niveau du Projet et prévenir le Projet sur tous les aspects techniques nécessaires qui pourraient entraver la bonne marche des travaux et proposer des solutions.	Immédiat+ continu	SIR	Recommandation exécutée
41.	Renforcer le dispositif de suivi et contrôle par le recrutement des deux Ingénieurs qui seront interchangeables sur les différents lots des travaux.	Immédiat		Recommandation partiellement exécutée Recrutement effectif de l'ingénieur depuis le 15 février 2017
42.	Anticiper sur les prévisions de dépassement aussi bien du délai que sur les incidences financières éventuelles dues à la prise en compte des travaux jugés utiles lors de l'exécution du marché des travaux.	Immédiat	UGP	Recommandation partiellement exécutée Un document a été produit à cet effet pour parer à toute éventualité.

N°	Recommandations	Délais	Responsable	Etat d'avancement
43.	Faire toutes les réceptions partielles des travaux élémentaires avec PV signé de manière contradictoire (fond de pose de buse, fond de purges, fond de plate-forme, couche de remblais, couche latéritique, etc...).	Immédiat	SIR	<u>Recommandation exécutée</u> Les réceptions ont été faites les PV sont disponibles.
44.	Rédiger un rapport bimensuel d'avancement des travaux à l'attention du Projet afin de permettre une actualisation périodique sur l'état d'avancement des travaux,	Immédiat	SIR	<u>Recommandation exécutée</u> Le rapport se fait sur une base hebdomadaire.
45.	Réactualiser le planning de réalisation des travaux avec une date de réception provisoire des travaux n'excédant pas la date de 15 mars 2017.	Immédiat	SIR+ Entreprises	<u>Recommandation exécutée</u> Les plannings ont été révisés et sont disponibles
46.	Dresser un constat contradictoire de réalisation des travaux au plus tard le 10 mars suivi de l'établissement du décompte définitif des travaux et sa signature par le Projet au plus tard la date de réception provisoire des travaux prévue au 15 Mars 2017.	A partir du 10 mars		<u>Recommandation non exécutée</u>
47.	Soumettre aux Entreprises le projet d'avenant aux délais pour leurs signatures.	Immédiat	SIR	<u>Recommandation exécutée</u> Les avenants ont été élaborés et signés par les parties
48.	Attirer l'attention des deux entreprises que le planning est un document contractuel et le non-respect du délai accordé par le Projet entraîne des pénalités telles que prévues au titre de chacun des marchés.	Immédiat	SIR	<u>Recommandation exécutée</u>
Sur les aspects techniques				
49.	Retenir dans le décompte suivant le trop-perçu du montant correspondant aux ouvrages réalisés partiellement si les corrections aux manquements constatés ne sont pas effectuées par l'entreprise SOMISEP.	Sans délai	SIR+ UGP	<u>Recommandation non exécutée</u>
50.	Etablir et signer de manière contradictoire les PV de réception de fond et de forme avec les éléments vérifiés relatifs à chaque phase.	Immédiat	SIR+ Entreprises	<u>Recommandation exécutée</u>
51.	Respecter obligatoirement les épaisseurs de 15cm de chacune des phases de mise en œuvre des deux couches de la chaussée des pistes agricoles.	89. Immédiat	SIR+ Entreprises	<u>Recommandation exécutée</u>
52.	Effectuer des planches d'essai pour déterminer le nombre de passes nécessaires du compacteur utilisé pour l'atteinte de la densité sèche requise après essai au laboratoire sur les matériaux d'emprunts.	90. Immédiat	SIR+ Entreprises	<u>Recommandation non exécutée</u>
Dispositif du suivi technique des infrastructures				
53.	Produire systématiquement des rapports hebdomadaires de chantiers suivant le format défini.	Immédiat+ continu	SIR	<u>Recommandation exécutée</u>

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA 2016 (y compris indicateurs SYGRI)

Composante	Sous composante	Indicateurs	Unité	Fin de la période 2016			Cumulatif		
				PTBA	Réalisé	% de PTBA	Objectifs RPE/DCP	Réalisé	% RPE/DCP
Nombre de Bénéficiaires		Personnes ayant bénéficié des services du projet	Homme	313	151	48%	16 800	13 817	123%
			Femme	437	209	48%	11 200	12 354	74%
			Nombre	750	360	48%	28 000	26 171	93%
		Groupes ayant bénéficié des services du projet	Nombre	50	18	36%	240	573	239%
		Ménages ayant bénéficié des services du projet	Nombre	250	90	36%	700 (RMP) ND	573 5 513	82% (%RMP)
Composante 1: Promotion des filières agricoles ayant un grand potentiel de marché	SC 1.1: Programmes régionaux d'appui à la production	Personnes ayant accès aux services de conseil mis en place.	Nombre	250	146	58%		4 544	#DIV/0!
			Homme	104	61	59%		1 919	#DIV/0!
			Femme	146	85	58%		2 626	#DIV/0!
		Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole	Homme	104	61	59%	200	428	214%
			Femme	146	85	58%	280	584	209%
			Nombre	250	146	58%	480	1 012	211%
		Groupes communautaires créés/consolidés	Nombre	50	18	36%	240	367	153%
			Homme	104	61	59%		856	
			Femme	146	85	58%		1 185	
	SC 1.2: Appui aux groupements de producteurs	Installations de transformation aménagées/remises en état	Nombre	2	0	0%	30	2	7%
	SC 1.3: Appui à la commercialisation et à la compétitivité des filières	Routes construites/ remises en état	KM	104	40	39%	104	40	39%
		Installations de stockage aménagées/remises en état	Nombre	12	0	0%	30	0	0%
		Personnes formées dans les domaines de la post-production, de la transformation	Homme	0	0		200	57	29%

Composante	Sous composante	Indicateurs	Unité	Fin de la période 2016			Cumulatif		
				PTBA	Réalisé	% de PTBA	Objectifs RPE/DCP	Réalisé	% RPE/DCP
		et de la commercialisation							
			Femme	0	0		288	77	27%
			Nombre	0	0		488	134	27%
		Personnes formées en gestion de l'infrastructure	Homme	0	0		26	0	0%
			Femme	0	0		40	0	0%
			Nombre	0	0		66	0	0
		Groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidé	Nombre	0	0		33	0	0%
		Groupes de commercialisation formés/consolidés						0	
Composante 2: Renforcement des capacités des différents acteurs	SC 2.1: Renforcement des ruraux et de leurs organisations								
	SC 2.2: Renforcement des capacités institutionnelles	Représentants du gouvernement et fonctionnaires formés	Nombre	0	0		7	71	1014%
			Homme	0	0				
			Femme	0	0				

Niveau de réalisation indicateur 2^e niveau SYGRI

Composantes	Sous-composante	Résultat	Barème	
Composante 1 : Promotion des filières agricoles ayant un grand potentiel de marché :	SC 1 : Programmes régionaux d'appui à la production	Efficacité: amélioration de la production agricole, animale et halieutique	4	
	SC 2 : Appui aux groupements de producteurs			
	SC 1.3 : Appui à la commercialisation et à la compétitivité des filières	Durabilité probable des installations de transformation	3	
		Durabilité probable des routes construites/remises en état	3	
		Efficacité: producteurs bénéficiant d'un plus large accès au marché	4	
Composante 2 : Renforcement des capacités des différents acteurs	SC 2.1 : Renforcement des ruraux et de leurs organisations	Durabilité probable des groupes communautaires formés/consolidés	4	
	SC 2.2: Renforcement des capacités institutionnelles			

Niveau de réalisation indicateur 3^e niveau SYGRI

Indicateur	Unité	Référence	Mi-parcours	Achèvement	Objectif
Ménages dont l'indice d'accumulation des actifs a augmenté	Nombre				
Enfants en insuffisance pondérale - Poids par âge	% filles	7%	4.27%		
	% garçon	11%	4.01%		
Enfants chroniquement mal nourris - Taille par âge	% filles	26.9%	28.7%		
	% garçon	25.1%	25%		
Enfants en malnutrition aigüe - Poids par taille	% filles	4.5%	8.7%		
	% garçon	10%	7.8%		
Ménages ayant connu une saison de disette	Nombre	0	0		
Durée de la première saison de disette	Nombre	0	0		
Ménages ayant connu deux saisons de disette	Nombre	0	0		
Durée de la deuxième saison de disette	Nombre	0	0		

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par source de financement et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A : Décaissements effectifs

	<i>Prêt 722-GA (DTS)</i>	<i>Don 970-GA (DTS)</i>	<i>État (FCFA)</i>	<i>Fonds Fiduciaire (Euro)</i>
Dotation	3 800 000	190 000	2 140 191 424	4 250 000
Décaissé	3 475 451	182 104	1 660 588 606	1 775 955
%	92%	96%	78%	42%

Tableau 5B - Performance financière actuelle par financier

<i>Montant en FCFA</i>	<i>Prêt 722-GA</i>	<i>Don 970-GA</i>	<i>État</i>	<i>Bénéficiaires</i>	<i>Fonds Fiduciaire</i>	<i>Total</i>
A/ Promotion filières Agricoles	1 273 398 281	-	929 008 574	487 217 816	684 116 036	3 373 740 707
B/ Renforcement des capacités	315 441 930	-	129 917 321	1 698 000	26 941 307	473 998 558
C/ Unité de gestion de projet	1 101 416 269	167 215 470	601 662 711	-	181 021 333	2 051 315 783
Exécution Financière	2 690 256 480	167 215 470	1 660 588 606	488 915 816	892 078 676	5 899 055 048
Dotation Initiale	2 880 000 000	140 000 000	2 140 191 424	127 000 000	2 787 817 250	8 075 008 674
% Exécution Financière	93.41%	119.44%	77.59%	384.97%	32.00%	73.05%

<i>Montant en FCFA</i>	<i>Prêt 722-GA</i>	<i>Don 970-GA</i>	<i>État</i>	<i>Bénéficiaires</i>	<i>Fonds Fiduciaire</i>	<i>Total</i>	
Génie civil	9 191 295	-	942 311	-	630 694 038	640 827 644	11%
Équipement	195 830 369	6 006 518	39 501 386	-	71 534 123	312 872 396	5%
Assistance Technique	618 060 158	157 502 852	116 057 606	-	63 004 883	954 625 499	16%
Études	107 268 685	3 706 100	1 167 995	-	7 235 000	119 377 780	2%
Microprojet de filières	827 450 914	-	4 519 159	-	-	831 970 073	14%
Contibution bénéficiaires	270 000	-		488 915 816	-	489 185 816	8%
Prestations	296 652 093	-	16 603 447	-	-	313 255 540	5%
Salaires et indemnités	446 069 678	-	1 197 397 796	-	90 951 598	1 734 419 072	29%
Fonctionnement	189 463 288	-	284 398 906	-	28 659 034	502 521 228	9%
Exécution Financière	2 690 256 480	167 215 470	1 660 588 606	488 915 816	892 078 676	5 899 055 048	
Dotation Initiale	2 880 000 000	140 000 000	2 140 191 424	127 000 000	2 787 817 250	8 075 008 674	
% Exécution Financière	93.41%	119.44%	77.59%	384.97%	32.00%	73.05%	

Tableau 5C : PTBA

	Realisé	PTBA 2016	% Execution
<u>Prêt 722-GA</u>			
A/ Promotion filières Agricoles	22 577 026	165 602 925	13.63%
B/ Renforcement des capacités	4 422 971	39 872 000	11.09%
C/ Unité de gestion de projet	48 830 803	126 093 116	38.73%
Total	75 830 800	331 568 041	22.87%
<u>Don 970-GA</u>			
C/ Unité de gestion de projet	16 836 733	17 084 484	98.55%
Total	16 836 733	17 084 484	98.55%
<u>État</u>			
A// Promotion filières Agricoles	99 039 773	108 570 400	91.22%
B// Renforcement des capacités	14 685 455	14 828 000	99.04%
C// Unité de gestion de projet	52 107 975	80 052 000	65.09%
Total	165 833 203	203 450 400	81.51%
<u>Bénéficiaires</u>			
A// Promotion filières Agricoles	36 796 780	50 000 000	73.59%
B// Renforcement des capacités	-	200 000	0.00%
Total	36 796 780	50 200 000	73.30%
<u>Fonds Fiduciaire</u>			
A// Promotion filières Agricoles	518 831 563	2 483 000 000	20.90%
B// Renforcement des capacités	22 395 430	77 800 000	28.79%
C// Unité de gestion de projet	161 668 121	169 160 320	95.57%
Total	702 895 114	2 729 960 320	25.75%
Total	998 192 630.00	3 332 263 245.00	29.96%

	<i>Realisé</i>	<i>PTBA 2016</i>	<i>% Execution</i>
<u>Prêt 722-GA</u>			
<i>Génie civil</i>	-	10 000 000	0.00%
<i>Equipement</i>	-	96 900 000	0.00%
<i>Assistance Technique</i>	32 447 952	89 628 441	36.20%
<i>Etudes</i>	2 292 900	15 000 000	15.29%
<i>Microprojet de filières</i>	15 733 320	98 850 000	15.92%
<i>Prestations</i>	1 353 798	1 500 000	90.25%
<i>Fonctionnement</i>	24 002 830	19 689 600	121.91%
<i>Salaires et indemnités</i>	-	-	0.00%
<i>Total</i>	75 830 800	331 568 041	22.87%
<u>Don 970-GA</u>			
<i>Assistance Technique</i>	16 836 733	17 084 484	98.55%
<i>Total</i>	16 836 733	17 084 484	98.55%
<u>État</u>			
<i>Génie civil</i>	429 120	-	0.00%
<i>Equipement</i>	14 982 725	20 000 000	74.91%
<i>Assistance Technique</i>	2 733 000	-	0.00%
<i>Etudes</i>	-	-	0.00%
<i>Microprojet de filières</i>	320 400	-	0.00%
<i>Prestations</i>	4 696 067	4 020 000	116.82%

	<i>Realisé</i>	<i>PTBA 2016</i>	<i>% Execution</i>
Fonctionnement	24 114 376	16 970 400	142.10%
Salaires et indemnités	118 557 515	162 460 000	72.98%
Total	165 833 203	203 450 400	81.51%
<u>Bénéficiaires</u>			
Microprojet de filières	36 796 780	50 200 000	73.30%
Total	36 796 780	50 200 000	73.30%
<u>Fonds Fiduciaire</u>			
Génie civil	472 756 925	2 285 200 000	20.69%
Equipement	70 894 323	218 000 000	32.52%
Assistance Technique	55 861 446	128 240 000	43.56%
Etudes	525 000	-	0.00%
Fonctionnement	26 905 800	20 500 000	131.25%
Salaires et indemnités	75 951 620	78 020 320	97.35%
Total	702 895 114	2 729 960 320	25.75%
Total	998 192 630.00	3 332 263 245.00	29.96%

Appendice 6: PDAR/Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Sections	Dispositions de l'accord de prêt	Application / PDAR
Section 1.05 « Nomination de l'Institution Coopérante »	Le Bureau des Services d'Appui aux Projets des Nations Unies (UNOPS) sera nommé en qualité d'Institution Coopérante.	Depuis le démarrage, le Projet est en supervision directe. Cette disposition est caduque.
Section 2.04 « Compte d'Avance du Don »	b) une fois le Compte d'Avance du Don ouvert, le Fonds, sur demande de l'Emprunteur effectuera en son nom, des retraits du Compte Don, pour des montants qui sont établis dans chaque PTBA, et les déposera sur le Compte d'Avance du Don.	Le compte est ouvert à UGB/Oyem.
Section 3.02 « Programme de Travail et Budget annuel	b) L'Agent principal soumet chaque année un projet de PTBA au Fonds et à l'Institution Coopérante pour commentaire et approbation 60 jours au plus tard avant le commencement de l'année	Le projet a élaboré son PTBA 2017. Il a été transmis au FIDA dans les délais.
Section 3.04 « Fonds de contrepartie »	c) L'emprunteur effectue un premier dépôt de FCFA 172 millions sur le Compte de projet, et reconstitue d'avance annuellement le Compte de Projet en y déposant les fonds de contrepartie tels qu'ils sont prévus dans le PTBA relatif à l'année du projet considéré	Le compte est ouvert à UGB/Oyem. Entre 2008 et 2013 l'État est allé au-delà de ses engagements en décaissant FCFA 1,26 milliards soit un taux d'exécution de 114,33%. Cependant, lors de la deuxième phase du financement avec l'addition du Fond Fiduciaire, l'engagement de l'Etat n'a été tenu qu'à 40,45% soit un décaissement effectif d'environ FCFA 416,69 millions.
Section 4.02 « Rapport d'activités »	Transmission d'un rapport semestriel d'activités dans les trois mois suivant la fin du semestre	Les deux rapports semestriels ont été soumis dans les délais.
Section 5.01 « Etats financiers »	L'UGP prépare chaque année fiscale les états financiers des opérations et les présente au Fonds et à l'Institution Coopérante dans les 3 mois suivant la fin de chaque année fiscale	Les états financiers de l'exercice 2016 n'ont pas été transmis au FIDA.
Annexe 2 « Affectation et retrait des fonds du prêt et du don »	Les dépenses relatives aux activités du S/E au SYGRI ainsi qu'au matériel informatique doivent être mobilisées sur les catégories 2, 3, et 4 du don.	Certaines dépenses ont été payées sur les CS/prêt et remboursées par le FIDA.

Sections	Dispositions de l'accord de prêt	Application / PDAR
Annexe 3, I, A 2.2 et 3 « Composition CNPS et CCTP »	Le CNPS et le CCCTP se réuniront deux fois par an en session ordinaire et aussi souvent que nécessaire	Au cours de l'année 2016, le CNPS s'est réuni deux fois en session ordinaire.
Annexe 3, I, 5.2 « Composition de l'UGP»	Deux volontaires des Nations Unies spécialistes respectivement en commercialisation des produits agricoles et approche participative appuieront le démarrage des activités du Projet dans ces deux domaines pendant les deux premières années.	Les deux VNU n'ont pas été recrutés. Par contre un VNU a été recruté pour le suivi des activités relatives aux infrastructures rurales dans le cadre du fonds additionnel.
Annexe 3, II, 3 « Assurance du personnel de projet »	Le personnel du projet sera assuré contre les risques de maladie et d'accident.	L'assurance maladie pour le personnel a été renouvelée pour l'année 2016.

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Réduction de la pauvreté des producteurs : les avantages d'une approche intégrée.

Le PDAR dans sa stratégie d'intervention, accompagne les producteurs à travers le financement de microprojets qui portent sur : la mise à disposition des intrants agricoles, l'encadrement technique des bénéficiaires et le renforcement des capacités des producteurs organisés en coopérative.

La coopérative de Nfout Mefane du village d'Obileville, à 44 km d'Oyem (Siège du PDAR) a bénéficié des accompagnements du Projet depuis 2012. Cette coopérative créée en 2001 compte 22 membres dont 15 femmes et 7 hommes avec une moyenne d'âge de 35 ans. A son actif elle a pu emblaver au total 87ha de manioc et 75ha de banane.

Selon Michel Regis Ella Ebozo président de la dite coopérative, les appuis du PDAR ont débuté avec une visite d'échange à Melo 'o au sein de la coopérative Ntam One Bingokom pour acquérir les méthodes de construction des germoirs à l'issue de laquelle les membres de la coopérative ont pu installer 11 germoirs de vivo plants.



Figure 1: Vivo plants



Figure 2 : Piste Obileville- Ekam Essatouk en réhabilitation

Par la suite, les producteurs ont bénéficié des formations en techniques de production de rejets de bananiers (PIF), en techniques culturales, en identification des variétés et des maladies du manioc etc...

De nos jours les membres de cette coopérative estiment que les rendements du manioc sont passés à environ 11t/ha contre un rendement autour de 5t/ha avant les interventions du PDAR intégrant les variétés améliorées. Pour ce qui concerne la commercialisation des produits, les prix restent fluctuants selon les périodes de l'année.














L'augmentation de la productivité a induit une plus importante production et partant un accroissement des revenus de producteurs de la coopérative. L'écoulement des produits agricoles à Bitam (28km) est encore facilité par la réhabilitation/construction de la piste Obileville- Ekam- Essatouk (10km).

Il convient donc de noter que des appuis bien ciblés, intégrés et complémentaires améliorent le potentiel de réduction de la pauvreté espéré comme effet des interventions d'un projet de développement rural tel le PDAR.

Un extrait de déclaration lors des entretiens avec d'entretien Michel Regis Ebozo : *« j'ai récolté 5 sacs de manioc ce matin et en moins d'une heure j'étais à Bitam pour les vendre puis je suis rentré à Obileville. Avant il fallait attendre 2 jours pour que le camion arrive pour charger les produits. Vu l'état des routes, de nos jours nous pouvons faire 3 allez- retours par jour »*.

En terme de changement positif il déclare que : *« la coopérative a un compte bancaire ainsi que les membres pris individuellement, certains ont construit des maisons ou acquis des équipements tels que des motopompes, des tronçonneuses, des groupes électrogènes, des machines à laver des débroussailleuses et fusils, d'autres arrivent à se faire soigner au Cameroun ou en Guinée Equatoriale, en plus ils peuvent se permettre maintenant de payer de temps en temps le poulet au marché »*

ANNEXE 1: ETAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX DES PISTES RURALES

Lot	Entreprise	Tronçon/Village	Taux d'exécution	
1	SOMISEP	Akam-Effack – Alen-Esseng (19,70km)		47,75%
		Alen- Esseng – Obileville (17,40km)		
		Obileville – Akam-Essatouk (10km)		
		Obileville (2km)		
2	SATE	MeyoKyé – Eboro (23km)		66,72%
		Tho'oEyé (1km)		
		Melo'o (3km)		
		Eboro (2km)		
3	SOMISEP	Bilo-Ebomane (9,95km)		17,32%
		Ngone (5,40km)		
		Akok (4,20km)		
		Bissock Centre (2km)		
		Sam village (2km)		
		Elop (2km)	